

**Assemblée générale**

Soixante-huitième session

**41<sup>e</sup>** séance plénièreJeudi 31 octobre 2013, à 10 heures  
New York

Documents officiels

Président : M. Ashe ..... (Antigua-et-Barbuda)

*En l'absence du Président, M<sup>me</sup> Picco (Monaco),  
Vice-Présidente, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 h 5.*

**Point 72 de l'ordre du jour****Rapport de la Cour internationale de Justice****Rapport de la Cour internationale de Justice  
(A/68/4)****Rapport du Secrétaire général (A/68/349)**

**La Présidente par intérim** : J'ai maintenant le grand honneur d'accueillir au Siège de l'Organisation des Nations Unies S. E. M. Peter Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, et je l'invite à prendre la parole.

**M. Tomka**, Président de la Cour internationale de Justice : Madame, quel plaisir pour moi de présenter le rapport sur les activités de la Cour internationale de Justice (A/68/4) à l'Assemblée générale aujourd'hui sous votre direction compétente, démontrée il y a deux ans quand vous avez présidé avec brio les travaux de la Commission juridique de l'Organisation des Nations Unies (Sixième Commission).

*(l'orateur poursuit en anglais)*

Je voudrais remercier l'Assemblée générale d'avoir pérennisé la pratique consistant à permettre au Président de la Cour de présenter l'activité judiciaire de celle-ci durant l'année précédente. Cette pratique reflète tout l'intérêt que l'Assemblée manifeste pour la Cour et le soutien qu'elle lui apporte.

Pendant les 12 derniers mois, la Cour a continué de remplir son rôle de forum privilégié de la communauté internationale des États pour le règlement pacifique des différends internationaux de toute nature qu'elle a compétence à trancher. Comme l'illustre le rapport que j'ai l'honneur de présenter aujourd'hui, la Cour a consacré tous ses efforts à répondre aux attentes des justiciables internationaux dans les meilleurs délais. Il convient de rappeler une nouvelle fois à ce propos que, la Cour étant parvenue à résorber son arriéré judiciaire, les États qui envisagent de saisir l'organe judiciaire principal des Nations Unies peuvent avoir l'assurance que, dès la clôture de la phase écrite, la Cour procèdera sans retard à la tenue de la procédure orale.

Au cours de la période considérée, jusqu'à 11 affaires contentieuses ont été pendantes devant la Cour, qui a successivement tenu des audiences publiques dans les trois instances suivantes : l'affaire du *Différend maritime (Pérou c. Chili)*; l'affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)*

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

13-53980(F)



Document adapté

Merci de recycler



(*Cambodge c. Thaïlande*), et l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))*. Deux de ces trois affaires sont en cours de délibéré; concernant la troisième affaire, la Cour a achevé ses travaux et rendra son arrêt au début de novembre. Pendant la période à l'examen, la Cour a par ailleurs rendu deux arrêts, le premier dans l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)* et le second, dans l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)* – et six ordonnances.

Je me propose maintenant, comme à l'accoutumée, de présenter succinctement les principales décisions de la Cour internationale de Justice au cours de l'année écoulée. J'évoquerai donc tout d'abord l'arrêt rendu en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*, avant de m'intéresser à l'arrêt prononcé en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*, puis à certaines ordonnances rendues dans l'affaire relative à la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenant))* ainsi que dans les affaires relatives à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*. Je mentionnerai enfin une ordonnance prise en l'affaire relative à des *Épandages aériens d'herbicides (Équateur c. Colombie)*.

Le premier arrêt que la Cour a rendu pendant la période considérée l'a été le 19 novembre 2012, en l'affaire du *Différend territorial et maritime (Nicaragua c. Colombie)*. L'instance elle-même avait été introduite par le Nicaragua contre la Colombie au sujet d'un différend portant sur un « ensemble de questions juridiques connexes [...] qui demeuraient en suspens » entre les deux États « en matière de titre territorial et de délimitation maritime » dans les Caraïbes occidentales. Une première décision était intervenue en l'affaire le 13 décembre 2007, la Cour ayant été appelée à se prononcer sur des exceptions préliminaires soulevées par la Colombie. La Cour avait alors conclu que la question de la souveraineté sur certaines îles – à savoir celles de San Andrés, Providencia et Santa Catalina – avait été réglée, au sens de l'article VI du Pacte de Bogota, par un traité conclu entre le Nicaragua et la Colombie en 1928, et qu'elle n'avait, partant, pas compétence pour se prononcer sur ce point.

Elle avait en revanche estimé qu'elle avait compétence pour trancher le différend relatif à la souveraineté sur les autres formations maritimes

revendiquées par les parties ainsi que le différend relatif à la délimitation des espaces maritimes relevant de chacune d'elles dans la région. La Cour avait en particulier estimé que le 82<sup>e</sup> méridien, qui, aux termes du Protocole de 1930 d'échange des ratifications du Traité de 1928, « fixe la limite occidentale de l'archipel de San Andrés », ne marquait pas la frontière maritime entre les deux États, comme l'avait affirmé à l'origine la Colombie.

Dans son arrêt du 19 novembre 2012, la Cour s'est tout d'abord penchée sur la question de la souveraineté sur les formations maritimes revendiquées par le Nicaragua et la Colombie et a constaté, après avoir examiné non seulement l'accord conclu en 1928 par les deux États et divers documents historiques, mais aussi les arguments avancés au titre de *l'uti possidetis juris* et des *effectivités*, que, pendant de nombreuses décennies, la Colombie avait agi de manière constante et cohérente à titre de souverain à l'égard des formations maritimes en litige. La Cour en a conclu, en tenant également compte de la pratique des États tiers et des cartes existantes – et tout en soulignant que celles-ci ne constituent pas des preuves de souveraineté – que c'est la Colombie, et non le Nicaragua, qui a la souveraineté sur lesdites formations.

Cela établi, la Cour s'est intéressée à la demande par laquelle le Nicaragua la priait de délimiter un plateau continental s'étendant au-delà de 200 milles marins. Après avoir conclu que cette demande était recevable, la Cour a procédé à son examen au fond. Elle a, à cet égard, rappelé ce qu'elle avait dit dans son arrêt de 2007 en l'affaire du *Différend territorial et maritime* entre le Nicaragua et le Honduras dans la mer des Caraïbes (*Nicaragua c. Honduras*), à savoir que « toute prétention [d'un État partie à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982] relative à des droits sur le plateau continental au-delà de 200 milles doit être conforme à l'article 76 de la Convention et examinée par la Commission des limites du plateau continental ».

La Cour a précisé que, eu égard à l'objet et au but de la Convention sur le droit de la mer, tels qu'exposés dans son préambule, le fait que la Colombie n'y soit pas partie n'exonérait pas le Nicaragua des obligations qu'il tient de l'article 76 de cet instrument. Or, la Cour a noté que le Nicaragua n'avait communiqué à la Commission des limites du plateau continental que des informations préliminaires, loin de satisfaire aux exigences requises pour que cette Commission puisse formuler ses recommandations. Aucune autre information ne lui

ayant été transmise, la Cour a estimé que, dans l'instance concernée, le Nicaragua n'avait pas apporté la preuve que sa marge continentale s'étendait suffisamment loin pour chevaucher le plateau continental dont la Colombie pouvait se prévaloir sur 200 milles marins à partir de sa côte continentale. La Cour a donc jugé qu'elle n'était pas en mesure de délimiter la frontière entre le plateau continental étendu revendiqué par le Nicaragua et le plateau continental de la Colombie et a, partant, conclu qu'elle ne pouvait accueillir la demande du Nicaragua.

Eu égard à cette décision, la Cour s'est interrogée sur la nature de la délimitation maritime à effectuer. Elle a noté que, dans ses conclusions finales, le Nicaragua l'avait priée non seulement de délimiter le plateau continental entre les côtes continentales des deux parties, mais aussi de dire et juger que les îles de San Andrés et de Providencia ainsi que celle de Santa Catalina devaient être enclavées et se voir attribuer un espace maritime propre de 12 milles marins et que, pour toute caye susceptible d'être reconnue comme appartenant à la Colombie, la solution équitable consistait à l'enclaver en traçant autour d'elle une frontière maritime située à trois milles marins de son pourtour. La Cour a par ailleurs relevé que la Colombie avait, quant à elle, demandé que la délimitation soit opérée en traçant une frontière maritime unique, suivant une ligne médiane entre les îles côtières nicaraguayennes et l'archipel de San Andrés.

La Cour en a déduit que, nonobstant sa décision précitée concernant la demande du Nicaragua tendant à la délimitation d'un plateau continental étendu, il lui était toujours demandé de procéder à la délimitation, à l'intérieur de la limite des 200 milles marins depuis la côte nicaraguayenne, dans la zone de chevauchement, entre, d'une part, les espaces maritimes dévolus à la Colombie, en vertu de sa souveraineté sur les îles composant l'archipel de San Andrés et, d'autre part, ceux du Nicaragua. Elle a, pour ce faire, appliqué sa méthode habituelle, méthode qu'elle avait clairement explicitée dans son arrêt fondateur de 2009 en l'affaire relative à la *Délimitation maritime en mer Noire (Roumanie c. Ukraine)* et qui se décompose en trois étapes.

Dans un premier temps, la Cour détermine des points de base et construit une ligne médiane provisoire entre les côtes pertinentes des parties, à savoir celles dont les projections en mer se chevauchent. En l'espèce, la Cour a considéré que la côte pertinente du Nicaragua couvrait l'intégralité de la côte qui se projette dans la zone de chevauchement des revendications des parties.

Le littoral continental de la Colombie ne générant aucun droit dans cette zone, la Cour a estimé qu'il ne pouvait être considéré comme faisant partie de la côte pertinente pour les besoins de l'espèce. La Cour a jugé que la côte colombienne pertinente se limitait à celle des îles relevant de la souveraineté de la Colombie. La zone de chevauchement des revendications des parties s'étendant bien au-delà de la façade orientale des îles colombiennes, la Cour a estimé que c'était l'intégralité de la côte de ces formations, et non leurs seules côtes occidentales, qui devait être prise en compte.

Dans un deuxième temps, la Cour examine si certaines circonstances appellent un ajustement ou un déplacement de la ligne médiane provisoire afin de parvenir à un résultat équitable. En l'espèce, la Cour a noté que la disparité importante entre la côte pertinente de la Colombie et celle du Nicaragua (le rapport étant de 1 à 8,2) – autrement dit, la côte du Nicaragua étant plus de huit fois plus longue que celle de la Colombie –, ainsi que la nécessité d'éviter que la ligne de délimitation ait pour effet d'amputer l'une ou l'autre des parties des espaces maritimes correspondant à ses projections côtières, étaient des circonstances pertinentes. La Cour a également relevé que, si les considérations légitimes en matière de sécurité devaient être gardées à l'esprit pour déterminer si la ligne médiane provisoire devait être ajustée ou déplacée, le comportement des parties, les questions relatives à l'accès aux ressources naturelles et les délimitations déjà opérées dans la région n'étaient pas des circonstances pertinentes en l'espèce.

Sur ces deux derniers points, la Cour a tout d'abord rappelé que, bien que les parties aient l'une et l'autre soulevé la question de l'accès équitable aux ressources naturelles, aucune d'elles n'avait présenté d'éléments attestant l'existence de circonstances particulières devant être considérées comme pertinentes; elle a dès lors estimé que les questions d'accès aux ressources naturelles ne présentaient pas de caractère si exceptionnel qu'il fût justifié de les traiter comme des circonstances pertinentes. La Cour a ensuite indiqué, s'agissant des délimitations déjà opérées dans la zone, que les accords conclus par la Colombie avec des États tiers de la région étaient sans effet juridique à l'égard du Nicaragua, conformément au principe bien établi de *res inter alios acta*.

À la lumière de l'ensemble de ces conclusions, la Cour a procédé au déplacement de la ligne médiane provisoire.

Dans un troisième temps, la Cour recherche si la ligne, une fois déplacée, a pour effet de créer une disproportion marquée entre les espaces maritimes attribués à chacune des parties dans la zone pertinente – c'est-à-dire la portion de l'espace maritime dans laquelle se chevauchent les espaces auxquels les parties peuvent prétendre – par rapport à la longueur de leurs côtes pertinentes. En l'espèce, la Cour a relevé que la ligne frontière avait pour effet de partager la zone pertinente entre les parties selon un rapport d'environ 1 à 3,44 en faveur du Nicaragua. Comme indiqué précédemment, le rapport entre les côtes pertinentes étant d'environ 1 à 8,2, la question s'est posée de savoir si, dans les circonstances propres à l'affaire, la disproportion précitée était telle qu'elle aboutirait à un résultat inéquitable.

La Cour a conclu que, compte tenu de l'ensemble des circonstances de l'espèce, le résultat obtenu par la délimitation maritime n'entraînait pas de disproportion donnant lieu à un résultat inéquitable. Elle a en conséquence fixé, à l'unanimité, incluant aussi les juges ad hoc désignés par le Nicaragua et par la Colombie respectivement, le tracé définitif de la frontière entre le Nicaragua et la Colombie. Je regrette de ne pouvoir présenter certaines des cartes qui montrent le tracé de ces frontières, car cela aurait facilité la compréhension du jugement de la Cour et aurait permis de visualiser le résultat final.

Pour finir, la Cour a estimé que la demande par laquelle le Nicaragua la priait de dire et juger que « la Colombie manqu[ait] à ses obligations au regard du droit international en [l']empêchant de quelque façon que ce soit d'avoir accès à ses ressources naturelles à l'est du 82<sup>e</sup> méridien et d'en disposer » était infondée en ce qu'elle était présentée dans le cadre d'une instance concernant une frontière maritime qui n'avait jamais été tracée auparavant.

Il convient de souligner que l'arrêt rendu en l'affaire n'est, conformément à l'Article 59 du Statut de la Cour, obligatoire que pour les parties en litige et dans le cas qui a été décidé. Cet arrêt détermine uniquement les droits du Nicaragua par rapport à la Colombie et inversement; il est sans préjudice de toute revendication d'un État tiers ou de toute revendication d'une des parties à l'égard d'un État tiers. Comme elle l'a d'ailleurs expressément rappelé dans cette décision et dans les arrêts qu'elle a rendus le 4 mai 2011 sur les requêtes à fin d'intervention du Costa Rica et du Honduras, la Cour prend toujours soin de ne pas tracer de frontière

pénétrant dans une zone où les droits d'États tiers sont susceptibles d'être affectés.

*(l'orateur reprend en français)*

Au cours de la période considérée, la Cour a rendu un second arrêt, le 16 avril 2013, en l'affaire du *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*. L'instance avait été introduite en juillet 2010 en vertu d'un compromis aux termes duquel les deux États étaient convenus de soumettre à la Cour le différend qui les opposait sur un secteur de leur frontière commune.

La frontière entre le Burkina Faso et le Niger se décompose en trois secteurs principaux. Le secteur septentrional, qui va des hauteurs de N'Gouma à la borne astronomique de Tong-Tong, et le secteur méridional, qui va du début de la boucle de Botou jusqu'à la rivière Mékrou, avaient été abornés par une commission mixte avant l'introduction de l'instance. Seul restait donc à délimiter le secteur central, allant de la borne astronomique de Tong-Tong au début de la boucle de Botou. Aux termes du compromis, la Cour était toutefois priée non seulement de déterminer le tracé de la frontière entre le Burkina Faso et le Niger dans le secteur central, mais aussi de donner acte aux parties de leur entente sur les résultats des travaux de la Commission technique mixte d'abornement.

Dans son arrêt, la Cour a examiné, à titre liminaire, une demande du Burkina Faso concernant les deux secteurs déjà abornés de la frontière. Celui-ci la priait notamment d'incorporer ce tracé dans le dispositif de l'arrêt afin que les parties soient liées à l'égard dudit tracé de la même façon qu'elles le seraient à l'égard du tracé de la frontière dans le secteur central.

La Cour a tout d'abord tenu à rappeler que, lorsqu'elle est saisie par voie de compromis, toute demande formulée par une partie dans ses conclusions finales ne peut relever de sa compétence que si elle demeure dans les limites définies par les dispositions dudit compromis. En l'espèce, la Cour a toutefois estimé que la demande formulée par le Burkina Faso n'entrait pas dans le cadre du compromis, dans la mesure où le Burkina Faso ne la priait pas de donner acte aux parties de leur entente concernant la délimitation de la frontière dans les deux secteurs abornés, mais plutôt de délimiter elle-même la frontière selon un tracé qui correspondrait aux conclusions de la Commission technique mixte.

La Cour a rappelé que si elle a le pouvoir d'interpréter les conclusions finales des parties de manière à les maintenir dans les limites de sa compétence



résultant d'un compromis, cela n'est pas suffisant pour accueillir une telle demande; encore faut-il que l'objet de celle-ci se rattache à la fonction judiciaire de la Cour, qui est de régler, conformément au droit international, les différends qui lui sont soumis. Or, en l'espèce, aucune des parties n'avait jamais prétendu qu'il subsistait entre elles un différend relatif à la délimitation de la frontière dans les deux secteurs en cause à la date d'introduction de l'instance, ni d'ailleurs qu'un tel différend serait apparu par la suite. La Cour a dès lors estimé que la demande du Burkina Faso outrepassait les limites de sa fonction judiciaire.

Cela précisé, la Cour s'est intéressée à la question du tracé de la portion de la frontière demeurant en litige. Elle a, à cette fin, défini dans un premier temps le droit applicable.

Après avoir rappelé que l'article 6 du compromis mettait en exergue le principe de l'intangibilité des frontières héritées de la colonisation et l'Accord conclu entre les deux États le 28 mars 1987, la Cour a noté que ce dernier instrument précisait quels actes et documents de l'administration coloniale française devaient être utilisés pour déterminer la ligne de délimitation existant au moment de l'accession des deux pays à l'indépendance. Il s'agissait de l'Arrêté du 31 août 1927 pris par le Gouverneur général par intérim de l'Afrique occidentale française aux fins de fixer les limites des colonies de la Haute-Volta et du Niger, tel que précisé par l'erratum du 5 octobre 1927. La Cour a par ailleurs relevé que l'Accord de 1987 envisageait l'hypothèse d'une insuffisance de l'Arrêté et de son erratum et stipulait que, dans ce cas, le tracé serait celui figurant sur la carte au 1/200 000<sup>e</sup> de l'*Institut géographique national de France*, édition 1960. C'est donc à la lumière de ces éléments que la Cour a procédé à la détermination du tracé de la frontière entre la borne astronomique de Tao et le début de la boucle de Botou.

Il convient de souligner que cet arrêt a été adopté à l'unanimité, incluant aussi les juges ad hoc désignés par le Burkina Faso et le Niger, respectivement.

Une fois ledit tracé établi, la Cour devait, pour finir, se prononcer sur une dernière demande des parties, lesquelles l'avaient priée de désigner trois experts neutres aux fins de la démarcation de leur frontière dans la zone contestée. La Cour l'a fait par ordonnance en date du 12 juillet 2013.

Comme je l'ai déjà indiqué, la Cour a en outre rendu, au cours de la période considérée, un bon nombre

d'ordonnances. Je les évoquerai brièvement maintenant par ordre chronologique.

La première a été rendue le 6 février en l'affaire relative à *la Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon; Nouvelle-Zélande (intervenante))*. Cette ordonnance faisait suite à une déclaration par laquelle la Nouvelle-Zélande s'était prévalu de son droit d'intervention en l'instance, en vertu du paragraphe 2 de l'Article 63 du Statut, en tant que non-partie à l'affaire portée devant la Cour. Selon cette disposition, lorsque l'interprétation d'une convention est en cause dans une affaire, les États tiers au procès, mais parties à ladite convention, peuvent intervenir aux seules fins de présenter à la Cour leurs observations sur l'interprétation de cette convention; l'interprétation donnée par la Cour est alors obligatoire à leur égard. La déclaration d'intervention de la Nouvelle-Zélande portait sur les questions d'interprétation qui se posent en l'affaire, en particulier au sujet du paragraphe 1 de l'article VIII de la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine, Convention qui est au cœur du différend opposant l'Australie au Japon.

Dans sa décision, la Cour a rappelé qu'il ne suffit pas que l'intervention au titre de l'Article 63 du Statut soit de droit pour que la présentation d'une « déclaration » à cet effet confère *ipso facto* à l'État dont elle émane la qualité d'intervenant et qu'un tel droit à intervenir n'existe que pour autant que la déclaration considérée entre dans les prévisions de l'Article 63 du Statut. Après avoir examiné si elle entraînait dans lesdites prévisions et si elle satisfaisait aux conditions énoncées à l'article 82 du Règlement de la Cour, la Cour a dit que la déclaration d'intervention de la Nouvelle-Zélande était recevable.

La Cour a en conséquence autorisé la Nouvelle-Zélande à présenter des observations écrites et orales sur l'objet de son intervention, et les parties à commenter lesdites observations. La Nouvelle-Zélande a participé aux audiences sur le fond dans l'affaire que la Cour a tenues entre le 26 juin et le 16 juillet derniers.

Par la suite, la Cour a rendu quatre ordonnances dans deux affaires opposant le Costa Rica et le Nicaragua, à savoir l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)* et l'affaire relative à *la Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*.

La Cour a tout d'abord estimé approprié, conformément au principe de bonne administration

de la justice et aux impératifs d'économie judiciaire, de joindre les deux instances, par deux ordonnances distinctes datées du 17 avril 2013.

La Cour a ensuite rendu, le 18 avril 2013, une ordonnance portant sur quatre demandes reconventionnelles présentées par le Nicaragua dans le contre-mémoire qu'il avait déposé dans l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. La Cour a tout d'abord jugé, à l'unanimité, qu'il n'y avait pas lieu pour elle de statuer sur la recevabilité de la première demande reconventionnelle, cette demande étant devenue sans objet du fait de la jonction, par l'ordonnance précitée, des instances dans les affaires *Costa Rica c. Nicaragua* et *Nicaragua c. Costa Rica*.

La Cour a également dit, à l'unanimité, que les deuxième et troisième demandes reconventionnelles – qui concernaient, respectivement, le statut de la baie de San Juan del Norte et le droit de libre navigation sur le fleuve Colorado – étaient irrecevables comme telles et ne faisaient pas partie de l'instance en cours car il n'existait pas de connexité directe, que ce soit en fait ou en droit, entre ces demandes et les demandes principales du Costa Rica. Enfin, la Cour a jugé, à l'unanimité, qu'il n'y avait pas lieu, pour elle, de connaître de la quatrième demande reconventionnelle – qui avait trait à des violations alléguées de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires rendue par la Cour le 8 mars 2011 –, précisant que la question de la mise en œuvre par les deux États desdites mesures conservatoires pouvait être examinée dans le cadre de la procédure principale, que l'État défendeur ait ou non soulevé cette question par voie de demande reconventionnelle.

Dans ces mêmes affaires, désormais jointes, la Cour a enfin été appelée à se prononcer sur deux demandes – présentées, respectivement, par le Costa Rica, fin mai, et le Nicaragua, à la mi-juin – tendant à la modification de l'ordonnance en indication de mesures conservatoires qu'elle a rendue le 8 mars 2011 en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. Par une ordonnance en date du 16 juillet 2013, la Cour a indiqué que les mêmes conditions régissaient la modification et l'indication de mesures conservatoires, et que les circonstances, telles qu'elles se présentaient alors à elle, n'étaient pas de nature à exiger l'exercice de son pouvoir de modifier les mesures indiquées dans son ordonnance du 8 mars 2011. Elle a néanmoins tenu

à réaffirmer lesdites mesures, et en particulier celle enjoignant aux parties de « s'abst[enir] de tout acte qui risquerait d'aggraver ou d'étendre le différend dont [elle] est saisie ou d'en rendre la solution plus difficile », précisant que les actes visés pouvaient consister aussi bien en des actions qu'en des omissions.

Je souhaiterais par ailleurs rappeler que, par une ordonnance que j'ai prise le 13 septembre dernier, l'affaire relative à *des Épandages aériens d'herbicides (Équateur c. Colombie)* a été rayée du rôle de la Cour, à la demande de l'Équateur. Les audiences dans cette affaire devaient être tenues entre le 30 septembre et le 18 octobre de cette année. L'Équateur, par lettre du 12 septembre 2013, a fait savoir à la Cour, en se référant à l'article 89 du Règlement et à un accord auquel les parties étaient parvenues le 9 septembre, qu'il souhaitait se désister de l'instance. Par lettre du même jour, la Colombie a ensuite informé la Cour, en application du paragraphe 2 de l'article 89, qu'elle ne faisait pas objection à ce désistement.

L'accord en question met définitivement un terme à l'ensemble des griefs formulés par l'Équateur contre la Colombie dans le cadre du différend concernant l'épandage aérien par la Colombie d'herbicides toxiques en des endroits situés à proximité de sa frontière avec l'Équateur, afin de détruire les plantations de coca. Il prévoit notamment l'établissement d'une zone d'exclusion, dans laquelle la Colombie ne se livrera à aucune opération d'épandage aérien, crée une commission mixte chargée de veiller à ce que les opérations d'épandage menées en dehors de cette zone n'entraînent pas, par un phénomène de dérive, le dépôt d'herbicides en territoire équatorien, et prévoit, en l'absence de tels dépôts, la réduction échelonnée de la largeur de ladite zone.

L'accord fixe en outre les modalités opérationnelles du programme d'épandage de la Colombie, prend acte de ce que les deux gouvernements sont convenus d'échanger de manière continue des informations à cet égard, et établit un mécanisme de règlement des différends. L'accord prévoit aussi qu'une contribution financière soit versée par la Colombie à l'Équateur pour le développement économique et social de ses provinces situées près de la frontière au nord. J'ajouterai que les deux Parties ont indiqué savoir gré à la Cour des efforts que celle-ci avait déployés et se sont félicitées du rôle qu'elle avait joué afin de leur permettre de parvenir à une solution.

Les principales décisions rendues par la Cour internationale de Justice au cours de l'année écoulée ayant été rappelées, j'en viens maintenant aux deux nouvelles affaires dont elle a été saisie.

La première a été portée devant elle le 24 avril 2013 par l'État plurinational de Bolivie, qui a introduit une instance contre la République du Chili au sujet d'un différend ayant trait à « l'obligation [de ce dernier] de négocier de bonne foi et de manière effective avec la Bolivie en vue de parvenir à un accord assurant à celle-ci un accès pleinement souverain l'océan Pacifique ».

La seconde l'a été le 16 septembre 2013. Le Nicaragua a saisi la Cour d'un différend l'opposant à la Colombie au sujet de « la délimitation entre, d'une part, le plateau continental du Nicaragua s'étendant au-delà de 200 milles marins des lignes de base à partir desquelles est mesurée la largeur de la mer territoriale du Nicaragua et, d'autre part, le plateau continental de la Colombie ».

À ce jour, 10 affaires sont donc inscrites au rôle de la Cour. Le 11 novembre prochain, la Cour rendra son arrêt en l'affaire relative à la *Demande en interprétation de l'arrêt du 15 juin 1962 en l'affaire du Temple de Préah Vihear (Cambodge c. Thaïlande)* (*Cambodge c. Thaïlande*).

Je souhaiterais enfin souligner que la Cour a tenu des audiences à la mi-octobre sur une nouvelle demande en indication de mesures conservatoires présentée par le Costa Rica en l'affaire relative à *Certaines activités menées par le Nicaragua dans la région frontalière (Costa Rica c. Nicaragua)*. S'agissant d'une procédure d'urgence, la Cour rendra son ordonnance sur cette demande dans les meilleurs délais. La Cour a également décidé de tenir des audiences, au cours de la semaine prochaine, sur la demande en indication de mesures conservatoires présentée par la Nicaragua en l'affaire relative à la *Construction d'une route au Costa Rica le long du fleuve San Juan (Nicaragua c. Costa Rica)*.

Il convient également de préciser que la Cour œuvre maintenant dans la grande salle de justice rénovée et modernisée grâce, en grande partie, au concours apporté par l'Assemblée générale de l'ONU et la Fondation Carnegie. Cette rénovation, qui coïncidait avec le centenaire du Palais de la Paix, constituait également un projet d'envergure inégalée dans l'histoire du Palais de la Paix puisque, par le passé, quelques petits travaux de réaménagement avaient été envisagés, notamment l'agrandissement du siège pour accommoder

la composition élargie de la devancière de la Cour – la Cour permanente de Justice internationale – sans toutefois qu'une reconfiguration complète de la grande salle ne soit effectuée. La Cour s'est réunie pour la première fois dans cette salle rénovée en avril dernier, et jouira dorénavant d'équipement technologique plus performant et offrant de meilleures possibilités. Ainsi, la Cour pourra s'employer à juger avec dévouement et impartialité les affaires à elle soumises, ce qu'elle fait toujours en vertu de sa noble mission judiciaire, mais dans un cadre plus moderne.

D'ailleurs, cette grande salle de justice fut le lieu d'accueil de conférenciers et d'invités distingués à l'occasion d'une conférence organisée par la Cour pour célébrer le centenaire du Palais de la Paix le 23 septembre dernier. Dans ce cadre, la Cour a donc pu accueillir des personnalités éminentes et présenter, lors des tables rondes de cette conférence, des intervenants de très grande qualité. Un programme extrêmement fourni mais encore parfaitement équilibré en a résulté, puisque ce dernier a amené les participants à se pencher sur le passé et le présent de la justice internationale, mais aussi à s'interroger sur les perspectives et défis qui se poseront à l'avenir, notamment à la Cour.

En guise de conclusion, je rappellerai que la Cour doit s'employer à servir de son mieux les nobles desseins et objectifs des Nations Unies en s'appuyant sur des ressources modestes puisque les États Membres de l'Organisation lui allouent moins d'un pour cent de la totalité du budget régulier de l'ONU. Toutefois, j'espère avoir démontré que les contributions récentes de la Cour ne s'apprécient pas à l'aune des ressources financières qui l'alimentent, mais bien par la richesse des progrès réalisés qui témoignent du niveau de l'avancement de la justice internationale et du règlement pacifique des différends entre États.

Je tiens à remercier l'Assemblée de m'avoir donné cette occasion de m'adresser à elle aujourd'hui. Je lui présente tous mes vœux de réussite pour cette soixante-huitième session.

**La Présidente par intérim :** Je remercie S. E. M. Peter Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, pour sa présentation exhaustive des travaux de la Cour pendant la période considérée.

**M. Deghani** (République islamique d'Iran) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire cette déclaration au nom du Mouvement des pays non alignés.

Le Mouvement des pays non alignés attache une grande importance au point 72 de l'ordre du jour, « Rapport de la Cour internationale de Justice », et prend note du rapport publié sous la cote A/68/4, sur les activités de la Cour entre le 1<sup>er</sup> août 2012 et le 31 juillet 2013, tel que demandé par l'Assemblée dans une décision prise l'année dernière. Je remercie également le Président de la Cour internationale de Justice pour sa présentation du rapport à l'Assemblée.

Le Mouvement des pays non alignés réaffirme et souligne ses positions de principe sur le règlement pacifique des différends et sur le non-recours, ou la menace du recours, à la force. La Cour internationale de Justice a un rôle important à jouer pour promouvoir et encourager le règlement des différends internationaux par des moyens pacifiques, comme l'indique la Charte des Nations Unies, de façon à ne compromettre ni la paix et la sécurité internationales ni la justice.

Le Mouvement s'efforce de générer de nouveaux progrès en faveur du plein respect du droit international et, à cet égard, salue le rôle de la Cour dans la promotion du règlement pacifique des différends internationaux, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies et au Statut de la Cour, notamment les Articles 33 et 94 de la Charte.

S'agissant de l'avis consultatif de la Cour, et prenant note du fait que le Conseil de sécurité n'a pas sollicité l'avis consultatif de la Cour depuis 1970, le Mouvement des pays non alignés engage instamment le Conseil de sécurité à faire un plus grand usage de la Cour internationale de Justice, organe judiciaire principal des Nations Unies, en tant que source d'avis consultatifs et d'interprétation des normes pertinentes du droit international et des questions contentieuses.

Il demande en outre au Conseil d'utiliser la Cour comme source d'interprétation du droit international pertinent et prie le Conseil d'envisager de faire réexaminer ses décisions par la Cour gardant présente à l'esprit la nécessité de garantir leur conformité à la Charte de l'Organisation des Nations Unies et au droit international.

Le Mouvement invite également l'Assemblée générale, les autres organes de l'ONU et les institutions spécialisées dûment autorisées à demander les avis consultatifs de la Cour internationale de Justice sur les questions juridiques qui se posent dans le cadre de leurs activités.

Le Mouvement des pays non alignés réaffirme l'importance de l'avis consultatif unanime de la Cour internationale de Justice publié le 8 juillet 1996 sur *La licéité de la menace ou de l'emploi d'armes nucléaires*. Dans cet avis, la Cour a conclu qu'

« il existe une obligation de poursuivre de bonne foi et de mener à terme des négociations conduisant au désarmement nucléaire dans tous ses aspects, sous un contrôle international strict et efficace ».

Le Mouvement des pays nonalignés continue d'appeler Israël, Puissance occupante, à respecter pleinement l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice du 9 juillet 2004 sur les *Conséquences juridiques de l'édification d'un mur dans le territoire palestinien occupé*, et demande à tous les États de respecter les dispositions qu'il contient afin de mettre un terme à l'occupation israélienne qui a commencé en 1967, et de mener à l'indépendance de l'État de Palestine, avec Jérusalem-Est pour capitale.

**M. McLay** (Nouvelle-Zélande (*parle en anglais*) : L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande remercient le Président de la Cour internationale de Justice, le Juge Tomka, pour son rapport sur les activités de la Cour durant l'année écoulée (voir A/68/4).

L'adhésion universelle à l'état de droit est essentielle pour le règlement pacifique des différends et pour éviter les conflits. En tant que pays fermement attachés à l'état de droit, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande ont toujours été, et resteront, de fervents partisans de la Cour en tant que l'organe judiciaire principal des Nations Unies. La Cour est un élément essentiel pour maintenir l'état de droit et le renforcer au niveau international et, pour cette raison, elle mérite notre appui continu. L'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande se félicitent de l'efficacité du traitement des affaires dont la Cour est saisie et des mesures qu'elle continue de prendre pour améliorer ses méthodes de travail.

Nous apprécions que, durant la période de référence 2012-2013, la Cour ait pu se prononcer sur un certain nombre d'affaires complexes couvrant une diversité de questions juridiques, de thèmes divers et concernant diverses régions géographiques, comme en témoigne à l'évidence la déclaration du juge Tomka. La Cour a ainsi contribué considérablement au développement et à la clarification des principes du droit international. La volonté de plus en plus affirmée



des États de soumettre leurs différends à la Cour pour règlement judiciaire est un élément positif et témoigne de la confiance de la communauté internationale à l'égard des travaux de la Cour.

Nous avons pris note du document du président de l'époque, le juge Owada (A/66/726, annexe) contenant la réponse de la Cour au rapport du Secrétaire général sur l'examen complet du régime de retraite des membres de la Cour. Selon nous, il est très important d'établir un juste équilibre entre les principes d'égalité des membres de la Cour et les responsabilités fiscales de l'Organisation.

Les délégations de nos trois pays ont le plus grand respect pour les travaux de la Cour internationale de Justice et pour la qualité et le dévouement des juges qui siègent au sein de cet important organe. Notre confiance en la Cour et en sa capacité à rendre des arrêts mûrement réfléchis sur des questions juridiques internationales complexes se traduit par notre acceptation de la juridiction obligatoire de la Cour, et nous encourageons les autres Membres de l'Organisation qui ne l'ont pas encore fait à déposer, auprès du Secrétaire général, une déclaration d'acceptation de la juridiction contraignante de la Cour. Il ne saurait y avoir de manière plus affirmative de témoigner notre confiance en la Cour et en l'application juste et impartiale du droit international.

**M<sup>me</sup> Orosan** (Roumanie) (*parle en anglais*) : La Roumanie appuie fermement le rôle joué par la Cour internationale de Justice pour la promotion de l'état de droit dans les relations internationales et est reconnaissante au Président de la Cour pour son rapport complet sur l'activité intense de la Cour durant l'année (A/68/4).

Le rôle de la Cour internationale de Justice de promouvoir l'état de droit en appliquant les principes et normes du droit international, contribuant ainsi à établir des relations amicales entre les États et à maintenir la paix et à la justice internationales, est indéniable. Le nombre croissant d'affaires inscrites au rôle de la Cour et le renvoi de différends concernant de nombreuses conventions d'application universelle à la juridiction de la Cour internationale, en sont la preuve.

L'influence de la Cour dans les relations internationales se fait sentir de plus en plus fortement. Selon nous, il s'agit là d'une évolution positive qui démontre que les arrêts de la Cour sont considérés comme objectifs, reflétant pleinement le droit international et, bien sûr, contribuant ainsi à son évolution.

La Roumanie a quelque expérience liée aux procédures devant la Cour, notamment l'affaire concernant la *Délimitation maritime en mer Noire (Romania c. Ukraine)*, qui a été réglée par la Cour dans un arrêt rendu à l'unanimité le 3 février 2009, et les procédures concernant l'avis consultatif sur la conformité au droit international de la déclaration unilatérale d'indépendance relative au Kosovo. Cette expérience a été extrêmement positive et a donné un élan supplémentaire à notre décision d'engager un procès qui a abouti à l'acceptation finale de la juridiction contraignante de la Cour.

Il y a un an, lors de la Réunion de haut niveau sur l'état de droit aux niveaux national et international (voir A/67/PV.3) qui a eu lieu sous les auspices de l'ONU le 24 septembre 2012, le Ministre roumain des affaires étrangères a annoncé l'intention de la Roumanie de mener un débat interne sur la reconnaissance de la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice.

Le débat public a été lancé le 4 février 2013, avec l'organisation, à Bucarest, d'une conférence sur la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice quatre ans après l'arrêt de la Cour dans l'affaire de la *Délimitation maritime en mer Noire (Romania c. Ukraine)*. Cet événement a été particulièrement important sur deux fronts, à savoir rappeler l'exécution de l'arrêt de la Cour dans l'affaire concernant la délimitation du plateau continental et les zones économiques exclusives de la Roumanie et de l'Ukraine dans la mer Noire et permettre d'ouvrir un véritable débat public sur l'acceptation de la juridiction de la Cour par la Roumanie.

Le lien entre les deux questions est évident. Le jugement de 2009 de la Cour a représenté une preuve indéniable de l'impartialité et du professionnalisme de la Cour internationale, ce qui a constitué un argument de poids pour que la Roumanie accepte la juridiction contraignante de la juridiction de la Cour internationale de Justice. D'autres conférences publiques sur le sujet ont été organisées dans différents centres importants d'études juridiques en Roumanie, qui ont toutes été très suivies, notamment par les milieux universitaires.

Ce procès interne s'est terminé par une manifestation qui a eu lieu le 14 juin à la faculté de droit de l'Université de Bucarest. Le Président Tomka a participé à cet événement et y a prononcé un important discours expliquant la signification de la reconnaissance de la juridiction contraignante de la Cour internationale

de Justice et en quoi il serait avantageux pour la Roumanie, aussi bien que pour d'autres États, de prendre une telle mesure. Je saisis cette occasion pour remercier le Président Tomka d'avoir aimablement accepté notre invitation de se rendre Roumanie et de participer à la conférence.

À la suite du débat interne, le sens de l'acceptation de la juridiction contraignante de la Cour est devenu plus clair pour les praticiens du droit international en Roumanie et pour le grand public en fonction de ce qui ressortait de cette juridiction contraignante de la Cour aussi bien sous l'angle juridique et, peut-être encore plus, sous l'angle de la politique étrangère globale de la Roumanie.

Le débat public a démontré l'appui général à l'initiative visant à reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour, une approche partagée par les autorités roumaines, les spécialistes du droit international et le public en général. Nous pouvions alors envisager que la Roumanie rejoindrait bientôt le groupe des États ayant reconnu la juridiction obligatoire de la Cour.

La Cour est l'organe judiciaire principal des Nations Unies et dispose d'un corps reconnu de professionnels les plus éminents dans le domaine juridique. Selon nous, l'Organisation et ses États Membres doivent faire tout leur possible pour aider la Cour à remplir son noble mandat, à maintenir et consolider son statut le plus élevé et à améliorer ses procédures, tout en se conformant à son statut.

**M. Meza-Cuadra** (Pérou) (*parle en espagnol*) : Au nom de ma délégation, je remercie le juge Peter Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, pour sa présentation à l'Assemblée du rapport complet sur les activités de la Cour durant l'année judiciaire allant du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013.

En 1970, l'Assemblée générale, dans sa résolution 2625 (XXV), a établi le principe du règlement pacifique des différends internationaux comme l'un des principes majeurs du droit international concernant les relations amicales et la coopération entre les États, conformément à la Charte des Nations Unies. Quelques années plus tard, ce principe a été ratifié par la Déclaration de Manille, adoptée en tant que résolution 37/10 de l'Assemblée générale, en 1982. Elle souligne le travail effectué par la Cour internationale de Justice en tant qu'organe judiciaire principal de l'Organisation et déclare que les différends juridiques devraient, de manière générale, lui être soumis.

En 2012, en adoptant la Déclaration de la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale sur l'état de droit aux niveaux national et international (résolution 67/1), l'Assemblée générale a salué la contribution qu'apporte la Cour internationale de Justice à la paix et à la sécurité internationale, notamment en réglant des différends entre États, ainsi que le rôle qu'elle joue dans la promotion de l'état de droit. En conséquence, l'Assemblée a réaffirmé que tous les États ont l'obligation de se conformer aux arrêts rendus par la Cour dans les affaires auxquelles ils sont parties, et elle a engagé les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de déclarer reconnaître la juridiction de la Cour, comme le Statut de celle-ci leur en donne la faculté.

Le Pérou, conformément à sa tradition de plein respect du droit international, a reconnu la juridiction obligatoire de la Cour dans les affaires contentieuses et appuie sans réserve la campagne lancée par le Secrétaire général pour étendre cette juridiction à tous les États. Les États doivent également faire en sorte que la Cour dispose de ressources suffisantes pour faire face à sa charge de travail. À cet égard, nous sommes d'accord avec la recommandation faite dans le rapport de créer trois nouveaux postes, ce qui devrait permettre de renforcer la gestion de la charge de travail de la Cour.

Dans le rapport, nous notons avec satisfaction que la charge de travail de la Cour est toujours plus intense et que les affaires qui lui sont soumises sont de plus en plus complexes. Cela explique le nombre croissant d'États qui placent leur confiance dans son caractère sérieux et impartial, dans sa visibilité en tant qu'option pacifique et dans sa capacité à promouvoir l'état de droit au niveau international. Nous prenons note que la moitié des différends actuellement devant la Cour ont trait aux pays de l'Amérique latine, ce qui renforce la paix et la stabilité dans notre région.

Comme l'a dit le Président Tomka, l'année dernière a vu la tenue de la phase de plaidoiries du processus de délimitation maritime concernant mon pays et le Chili. Pour la première fois dans son histoire, la Cour a autorisé une interprétation simultanée non officielle en espagnol. Ainsi, grâce à l'utilisation de la technologie audiovisuelle sur son site Internet, l'opinion publique des deux pays a été en mesure de suivre les audiences dans leur intégrité et de bien comprendre le différend en question et le fonctionnement de la Cour.

À l'issue des plaidoiries, nous nous sommes félicités du comportement décent, harmonieux et respectueux des deux parties. Conformément à la

Déclaration par l'Assemblée générale il y a plus de 30 ans, à Manille, il a été estimé que le recours à la Cour était, pour les États, une possibilité de promouvoir la confiance mutuelle pour maintenir la paix et la sécurité auxquelles aspirent nos peuples et qu'ils méritent.

Dans cet esprit, à l'ouverture du débat général de la présente session de l'Assemblée (voir A/68/PV.8), le Président de la République du Pérou, Ollanta Humala Tasso, a dit la fierté de notre pays d'avoir traité ce différend portant sur la frontière maritime avec le Chili de manière constructive et coopérative.

**M<sup>me</sup> Natividad** (Philippines) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Président Peter Tomka et son équipe de La Haye pour leur rapport complet (A/68/4) sur les activités de la Cour internationale de Justice durant l'année écoulée. Les Philippines s'associent à l'intervention faite par la République islamique d'Iran au nom du Mouvement des non alignés.

La Cour continue de jouer un rôle essentiel dans les relations internationales. En tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, la Cour résout des différends qui, autrement ne pourraient être réglés par les organes politiques de l'ONU ou par leur intermédiaire. Au titre de l'article 38 du Statut de la Cour, certains différends peuvent être réglés par l'application des sources du droit international, tels les traités, la règle internationale, les principes généraux de droit et, en tant que sources subsidiaires, les décisions judiciaires et les enseignements des auteurs les plus hautement qualifiés.

L'année dernière, pour la première fois, l'Assemblée générale a tenu une Réunion de haut niveau sur l'état de droit aux niveaux national et international. Nous avons adopté un document final dans la résolution 67/1. Ce document reconnaît que, dans le cadre du système des Nations Unies et au-delà, nous avons les institutions, les méthodes de travail et les relations nécessaires pour faire de l'état de droit un élément pertinent de la paix et de la sécurité, des droits de l'homme et du développement.

L'une de ces institutions n'est rien d'autre que la Cour. Au paragraphe 31 du document final de la Réunion de haut niveau, nous avons reconnu le rôle que joue la Cour dans la promotion de l'état de droit. Nous avons également affirmé notre volonté de nous conformer à ses décisions dans les affaires contentieuses. Nous avons rappelé le paragraphe 1 de l'Article 1 de la Charte des Nations Unies, et notre devoir de

« réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ».

C'est le fondement de la Déclaration de Manille de 1982 sur le règlement pacifique des différends internationaux (résolution 37/10), dont nous avons célébré le trentième anniversaire de l'adoption en novembre de l'année dernière. La Déclaration de Manille a été négociée et adoptée par l'Assemblée générale au cours de la guerre froide, lorsque les pays non-alignés cherchaient à consolider leur indépendance politique et économique. La Déclaration a appuyé leurs aspirations en articulant les normes du règlement pacifique des différends, comme le souligne le Chapitre VI de la Charte des Nations Unies.

De l'affaire *Détroit de Corfou*, en 1947, jusqu'à l'adoption de la Déclaration de Manille en 1982, soit une période de 35 ans, la Cour avait réglé 49 affaires contentieuses. Depuis 1982, la charge de travail de la Cour s'est accrue et la Cour a réglé 78 affaires contentieuses dans une période comparativement plus courte.

Les 10 affaires contentieuses actuellement inscrites au rôle de la Cour proviennent de toutes les régions du monde : la moitié provient de l'Amérique latine, deux affaires impliquent des États de la région Asie-Pacifique, et d'autres des États africains. Cette confiance accrue, particulièrement parmi les pays en développement, en la capacité, la crédibilité et l'impartialité de la Cour pour régler les différends exclusivement par des moyens pacifiques n'est pas sans rapport avec les normes, valeurs et aspirations articulées dans la Déclaration de Manille. La plus fondamentale d'entre elles est le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force. La Déclaration de Manille reflète la confiance croissante de la communauté internationale en l'état de droit comme la pierre angulaire non seulement du règlement pacifique des différends, mais également du maintien de la paix et de la sécurité internationales.

Seul un état de droit ferme au niveau international peut garantir le respect, l'ordre et la stabilité que nous désirons et que nous méritons. C'est de cette façon que nous contribuons au développement progressif du droit international. Le mandat et la juridiction de la Cour sont devenus plus précis que jamais. La création de la Cour pénale internationale et de mécanismes spécialisés pour

régler les différends, tels le Tribunal international pour le droit de la mer et l'organe d'appel de l'Organisation du commerce international, ne diminuent pas l'importance de la Cour au XXI<sup>e</sup> siècle. Au contraire, la nouvelle architecture judiciaire internationale renforce la Cour en tant que seule instance habilitée à régler les différends arbitrables entre les États dans le vaste domaine du droit international général. En fait, la Cour est toujours saisie de différends concernant des dommages territoriaux, maritimes, environnementaux et les questions relatives à la conservation des ressources vivantes.

S'il y a quelque chose que la Charte des Nations Unies, avec le Statut, la jurisprudence et l'expérience de la Cour internationale de Justice, peut nous enseigner, c'est que, si la cause est juste, la faiblesse ne doit pas craindre la force. C'est grâce aux travaux de la Cour que l'état de droit dans les relations internationales peut prévaloir. Conformément aux dispositions des résolutions 67/1 et 67/97 de l'Assemblée générale, mon pays renouvelle son appel aux États Membres qui ne l'ont pas encore fait de reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour.

Pour terminer, nous demandons également au Conseil de sécurité de tenir dûment compte de l'Article 96 de la Charte des Nations et d'utiliser plus souvent la Cour comme source d'avis consultatifs et d'interprétation des normes pertinentes du droit international, notamment dans les questions les plus actuelles et les plus controversées touchant à la paix et à la sécurité internationales.

**M. Diener Sala** (Mexique) (*parle en espagnol*) : La délégation du Mexique exprime sa profonde reconnaissance à la Cour internationale de Justice pour le travail ardu qu'elle accomplit et pour son engagement à l'égard du règlement pacifiques des différends, conformément à l'esprit de la Charte des Nations Unies, à travers le Fonds d'affectation spéciale du Secrétaire général destiné à aider les États à porter leurs différends devant la Cour internationale de Justice, créée en 1989 dans le but de faciliter les demandes des États auprès de la Cour pour régler leurs différends.

Mon pays réaffirme sa confiance en la Cour en tant qu'organe judiciaire international principal et en son attachement aux buts et principes consacrés par la Charte des Nations Unies, notamment le devoir des États de recourir à des moyens pacifiques pour régler leurs différends et de se conformer au droit international et au principe de justice. Ma délégation félicite également la Cour pour les arrêts qu'elle a rendus durant l'année

écoulée. Le Mexique souligne la confiance des États en la capacité de la Cour à améliorer la compréhension des affaires qui lui sont soumises ainsi que l'engagement des pays, des deux côtés, à respecter leur obligation de régler leurs différends de manière pacifique.

Le Mexique réaffirme qu'il respecte et reconnaît la valeur des décisions de la Cour pour le développement du droit international indépendamment de leur source, comme énoncé dans l'article 38 du Statut de Rome. Ainsi qu'il a été dit dans différentes instances, le Mexique est convaincu que les travaux de la Cour internationale de Justice pour le règlement des différends est essentiel pour la promotion et le respect de l'état de droit sur la scène internationale. Le Mexique tient à rendre hommage au Secrétaire de la Cour pour les trois activités de haut niveau qu'il mène à bien dans les domaines judiciaire, diplomatique et administratif. Enfin, le Mexique prie les États qui ne l'ont pas encore fait de reconnaître la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice le plus rapidement possible, conformément au paragraphe 2 de l'article 36 du Statut, afin de remplir leur devoir de régler les différends en respectant le droit international et le principe de la bonne foi.

**M. Zagaynov** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous voudrions également remercier le Président de la Cour internationale de Justice, M. Peter Tomka, pour son rapport détaillé sur les travaux de la Cour.

La Russie est traditionnellement attachée au principe du règlement pacifique des différends et à l'état de droit. À cet égard, nous accordons la plus haute importance à la Cour internationale de Justice en tant qu'organe essentiel permettant le règlement des différends entre États et garantissant la primauté de l'état de droit dans les relations internationales.

Nous avons suivi avec attention les progrès des activités judiciaires de la Cour, dont la phase actuelle est l'une des plus actives de son histoire. Durant la période la plus récente sous examen, elle a rendu deux arrêts sur des différends territoriaux très complexes et a tenu des audiences de fond dans quatre affaires. La Cour a également continué d'examiner une large gamme de questions dans les affaires dont elle est saisie, confirmant son universalité et l'intérêt que lui portent les États. En outre, elle a continué à maintenir la haute qualité de ses décisions, qui non seulement répondent aux questions que les États lui soumettent mais également jettent les bases du développement du droit international moderne, au même niveau élevé.



La Russie a eu la possibilité, à travers sa propre expérience, de se convaincre des normes élevées des procédures judiciaires de la Cour. À cet égard, la Cour devrait devenir un exemple pour d'autres organes judiciaires internationaux, notamment le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie et le Tribunal pénal international pour le Rwanda, dont la faible efficacité fait depuis longtemps l'objet de débats au sein de l'Organisation.

Selon nous, pour exploiter à l'avenir le potentiel de la Cour internationale de Justice, il est indispensable de l'aider à régler certains de ses problèmes concrets et matériels. Nous sommes certains que la Cour restera un modèle de justice internationale objectif et indépendant dont les avis feront autorité dans les différends très complexes et contribueront au renforcement du droit international.

**M. Joyni** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président de la Cour internationale de Justice, le juge Peter Tomka, pour son exposé et son rapport (A/68/4).

Ma délégation continue de considérer la Cour internationale de Justice comme un mécanisme prééminent pour le règlement pacifique des différends au niveau international. Il ne faut pas oublier que la Cour, en tant que cour de justice, est l'organe judiciaire principal des Nations Unies et, à ce titre, occupe une position particulière. Tout ce qu'elle fait vise à promouvoir l'état de droit. Elle rend des arrêts et donne des avis consultatifs conformément à son statut qui fait partie intégrante de la Charte des Nations Unies. Elle contribue ainsi à promouvoir et clarifier le droit international.

Ma délégation se félicite du rapport de la Cour internationale de Justice et de la confiance réaffirmée que les États lui ont montrée pour sa capacité à régler leurs différends. Notamment, nous sommes heureux de constater que les États continuent de soumettre leurs différends à la Cour.

Le nombre d'affaires pendantes au rôle de la Cour traduit l'estime que les États lui témoignent. Nous prenons note avec un intérêt tout particulier de l'information communiquée par la Cour selon laquelle les parties dans l'affaire *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)* ont progressé dans l'application de l'arrêt de la Cour du 19 décembre 2005. Cette affaire techniquement reste pendante étant donné que les parties

pourraient se tourner de nouveau vers la Cour, comme elles sont autorisées à le faire au titre du jugement, pour décider de la question de dédommagement au cas où elles ne pourraient se mettre d'accord sur ce point.

En dépit de la prolifération des mécanismes de règlements de différends judiciaires internationaux sur une base spécialisées ou régionale, la Cour internationale de Justice continue d'examiner une large gamme d'affaires couvrant de nombreux domaines.

La liste des affaires en attente devant la Cour comporte celle relative à la démarcation de frontières, tel le *Différend frontalier (Burkina Faso/Niger)*, dans laquelle une lettre conjointe de notification de compromis en date du 12 mai 2010 a été déposée au Greffe dans laquelle les deux parties étaient convenues de soumettre à la Cour leur différend frontalier sur un secteur de leur frontière commune. Dans l'arrêt de la Cour du 16 avril 2013, la Cour a rendu son arrêt sur ce différend frontalier de longue date entre les deux pays en établissant un tracé du territoire qui s'étend sur 380 kilomètres, ce qui représente plus de moitié de la longueur de la frontière. Par une ordonnance du 12 juillet 2013, la Cour a désigné trois experts qui assisteront les parties aux fins de la démarcation de leur frontière commune dans la zone contestée, conformément au paragraphe 4 de l'article 7 du compromis conclu entre les parties le 24 février 2009 et au paragraphe 113 de l'arrêt rendu par la Cour le 16 avril 2013.

Ma délégation apprécie le fait que la Cour se soit fixé un calendrier particulièrement exigeant d'audiences et de délibérations afin d'être saisie de plusieurs affaires en même temps et traiter ainsi aussi rapidement que possible les questions de procédure qui ont tendance à s'accroître, y compris les demandes d'indication de mesures prévisionnelles, de mesures préliminaires, de demandes reconventionnelles, les demandes d'autorisation d'intervention ou de déclarations d'intervention. Nous attendons avec impatience l'arrêt de la Cour dans l'affaire *Épandages aériens d'herbicides (Equateur c. Colombie)* et espérons qu'il contribuera au renforcement des principes pertinents. Nous avons également pris note qu'une autre affaire concernant l'environnement, celle de la *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)* a été ajoutée au rôle de la Cour. Nous attendons avec intérêt la décision de la Cour dans cette affaire et espérons qu'elle contribuera également au renforcement du corps de droit régissant l'environnement, notamment en ce qui concerne le droit de la mer.

Ma délégation a aussi pris note que, par une ordonnance du 6 février 2013, la Cour a autorisé la Nouvelle-Zélande à intervenir dans l'affaire *Chasse à la baleine dans l'Antarctique (Australie c. Japon)*. À cet effet, le 20 novembre 2012, la Nouvelle-Zélande a déposé au Greffe une déclaration d'intervention en l'affaire. Pour se prévaloir du droit d'intervention que lui confère l'article 63 du Statut de la Cour, la Nouvelle-Zélande se fondait sur sa qualité de partie à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine. Elle soutenait que du fait qu'elle était partie à la Convention, elle avait un intérêt direct à la décision de la Cour dans cette affaire. Dans sa déclaration, la Nouvelle-Zélande soulignait qu'elle ne souhaitait pas devenir partie à l'instance et confirmait que, en se prévalant de son droit d'intervenir, elle acceptait que l'interprétation que contiendra l'arrêt à intervenir en l'espèce sera également obligatoire à cet égard.

L'importance des avis consultatifs sur les questions juridiques renvoyées à la Cour internationale de Justice ne saurait être surestimée en vue d'un règlement pacifique des différends conformément à la Charte des Nations Unies. Il est donc plutôt décevant que, durant la période sous examen, aucune demande d'avis consultatif n'ait été faite.

**M. Galvez (Chili) (*parle en espagnol*) :** Qu'il me soit permis de transmettre les remerciements de mon pays au Président de la Cour internationale de Justice, le juge Peter Tomka, pour la présentation de son rapport complet couvrant la période allant du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013 (A/68/4).

Nous attachons une grande valeur aux responsabilités de la Cour internationale de Justice et à son travail en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies. Le rapport présenté par le Président de la Cour traduit très clairement cette tradition et mérite notre reconnaissance. En tant que membres de la communauté internationale, nous partageons avec d'autres nations le respect du caractère institutionnel de la Cour, de sa mission et de son travail reflétant la prééminence du droit international. Nous ajoutons notre voix à celles qui ont mis en relief la fonction fondamentale consultative conférée à la Cour par la Charte des Nations Unies, fonction qu'elle exerce avec une clarté et un engagement exemplaires fournissant, à travers ses conclusions et ses décisions, des directives et des conseils à l'Organisation et aux États dans leurs ensemble. Nous soulignons particulièrement la contribution de la Cour aux relations

entre les États en appliquant le droit international et en contribuant à son efficacité.

Cette année nous célébrons le centième anniversaire du Palais de la Paix, siège de la Cour internationale de Justice et de Cour permanente d'arbitrage, et qui autrefois a également abrité la Cour internationale permanente de justice. Les 100 années d'existence du Palais de la Paix illustrent la volonté des peuples de résoudre leurs différends par le biais du droit international par des moyens pacifiques et, par-là même, encouragent la paix et la sécurité internationales. Mon pays ne saurait manquer de souligner la contribution au patrimoine du droit international, particulièrement au droit des pays d'Amérique latine, faite par l'expert juridique chilien, Alejandro Alvarez, l'un des premiers juges de la Cour.

La Cour est un élément essentiel du système juridique international, et nos États connaissent et apprécient son rôle remarquable et les garanties offertes à tous les membres de la communauté internationale dans le cadre de ses compétences. Grâce à ses décisions, la Cour a facilité l'établissement d'un ordre juridique international conçu pour renforcer la coexistence pacifique des peuples. Comme le Président Tomka l'a dit, la juridiction de la Cour provient de traités multilatéraux et bilatéraux et de la déclaration unilatérale des États, tout cela en conformité avec le système prescrit dans le Statut de Rome.

Le système du règlement juridique des différends reconnu par la Cour concerne l'un des objectifs essentiels de l'ordre juridique international relatif à la stabilité des relations entre les États et au caractère affirmé de l'état de droit. Nous sommes convaincus que, dans le domaine de la paix et de la sécurité internationales, la Cour aide à renforcer les relations entre les pays et à imprimer à l'ordre juridique international le sens du respect du droit, le concept de l'état de droit et les droits de l'homme, associant les principes fondamentaux inscrits dans la Charte des Nations Unies avec les exigences de la vie contemporaine.

Nous nous joignons aux membres de l'Assemblée générale pour exprimer notre respect et notre appui à la Cour en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies. Nous sommes convaincus que l'Organisation continuera à lui assurer l'autonomie et à lui fournir les ressources matérielles et humaines correspondant à son volume de travail et à ses nobles fonctions. À cet égard, nous saluons la participation d'experts et apprécions les connaissances techniques spécialisées qu'ils apportent.

Mon pays apprécie vivement la diffusion publique par la Cour de ses travaux et l'accès qu'elle donne à ses enseignements et à ses activités. Nous espérons qu'elle recevra les ressources nécessaires pour qu'elle puisse poursuivre ses activités avec les moyens et les technologies requis. Nous sommes conscients de l'action la Cour pour diffuser son travail et appuyer les activités de ceux qui consultent ses documents. Cette action renforce sans aucun doute le droit international. Nous tenons à apporter notre contribution pour permettre à cette instance de continuer à prévaloir dans nos pays.

Pour terminer, je rappelle que la reconnaissance du précieux travail de la Cour sous la présidence du juge Tomka, va de pair avec le respect du droit international et représente une contribution vitale à son efficacité et à son application.

**M<sup>me</sup> Patil** (Inde) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je voudrais remercier le Juge Tomka, Président de la Cour internationale de Justice, pour son rapport complet (A/68/4) couvrant les activités judiciaires de la Cour durant l'année écoulée. Je le remercie également, ainsi que le Vice-Président, Bernardo Sepúlveda-Amor, de guider les travaux de la Cour.

En tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, la Cour a pour tâche de promouvoir le règlement pacifique des différends entre les États, ce qui est fondamental pour l'application de l'un des principes de l'Organisation, c'est-à-dire le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Nous reconnaissons que la Cour s'est acquittée de sa tâche de façon admirable depuis sa création et a ainsi acquis une réputation bien méritée en tant qu'institution impartiale appliquant les normes juridiques les plus élevées conformément à son mandat au titre de la Charte des Nations Unies, dont le Statut de la Cour fait partie intégrante.

L'un des principaux objectifs de l'Organisation, comme il est stipulé dans le Préambule de la Charte des Nations Unies, est de créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et au respect des obligations internationales. La Cour internationale de Justice, en sa qualité de seule Cour disposant d'une juridiction internationale, est on ne peut plus bien placée pour remplir ce rôle.

Le rapport de la Cour (A/68/4) illustre l'importance qu'attachent les États à la Cour et la confiance qu'ils lui témoignent, comme le démontre le nombre, la nature et la variété des affaires qui lui sont renvoyées avec, en

outre, sa capacité à traiter les aspects complexes du droit international public. Les affaires dont la Cour est saisie comprennent une grande variété de sujets, notamment les différends territoriaux et maritimes, les dommages causés à l'environnement, la conservation des ressources vivantes, les violations de l'intégrité territoriale, les violations du droit humanitaire international et des droits de l'homme, le génocide, l'interprétation et l'application de conventions et traités internationaux, et l'interprétation de ses propres arrêts.

Les arrêts rendus par la Cour internationale de Justice ont joué un rôle de premier plan dans l'interprétation et la clarification des règles du droit international, tels que concrétisés dans le développement progressif et la codification du droit international. Dans l'accomplissement de ses fonctions judiciaires, la Cour reste hautement à l'écoute des réalités politiques en agissant conformément aux dispositions de la Charte des Nations Unies, de son propre Statut et des autres règles applicables de droit international.

Durant l'année judiciaire 2012-2013, la Cour a rendu deux arrêts, tenu des auditions publiques dans quatre affaires, et prononcé six ordonnances. Dix affaires sont actuellement pendantes au rôle de la Cour. Parmi les affaires dont la Cour est saisie, cinq proviennent des États d'Amérique latine, deux de l'Europe, une d'États africains, une d'États asiatiques et une de caractère intercontinental, ce qui témoigne de son universalité.

La deuxième fonction de la Cour, celle de fournir des avis consultatifs sur les questions juridiques qui lui sont envoyées par les organes et institutions spécialisées de l'Organisation, vient s'ajouter à son rôle important de clarifier les principales questions juridiques internationales. Le rapport de la Cour souligne à juste titre que tout ce qu'elle fait a pour but de promouvoir l'état de droit, notamment par le biais de ses arrêts et de ses avis consultatifs.

Il convient de mentionner que la Cour bénéficie de la plus grande visibilité mondiale possible grâce à ses publications, à ses offres multimédia et à son site Internet qui reprennent l'ensemble de la jurisprudence de la Cour ainsi que celle qui l'a précédée, la Cour permanente de justice internationale. Ces sources constituent une mine d'informations utiles pour les États qui souhaiteraient éventuellement soumettre un différend à la Cour.

Nous sommes heureux de noter que les trois postes demandés par la Cour dans différentes catégories

de services ont été pourvus suite à l'approbation de l'Assemblée générale, ce qui permettra de renforcer la sécurité de la Cour en ce qui concerne les différents aspects de son travail et d'accélérer la publication de ses activités. Il est également satisfaisant que le Grand hall de Justice où se tiennent les audiences publiques ait pu être réaménagé et doté d'un équipement moderne.

Pour terminer, l'Inde réaffirme son ferme appui à la Cour et reconnaît l'importance que la communauté internationale attache à son travail.

**M. Ishikawa** (Japon) (*parle en anglais*) : Pour commencer, je voudrais remercier le Président Peter Tomka pour son rapport exhaustif sur les travaux de la Cour internationale de Justice (A/68/4). Ce rapport souligne la nécessité toujours plus grande du règlement pacifique des différends entre les États et le rôle crucial joué par la Cour en les réglant par l'application du droit international. Qu'il me soit permis de saisir cette occasion pour dire combien nous apprécions les travaux de la Cour sous la direction du Président Tomka.

Comme le rapport du Président le souligne clairement, le recours à la Cour internationale de Justice comme l'instance de choix pour le règlement des différends dans la communauté internationale continue de s'affirmer. Les affaires renvoyées devant la Cour englobe une grande variété de thèmes, notamment les différends territoriaux et maritimes, les différends environnementaux, la violation du droit international humanitaire et des droits de l'homme.

Alors que les questions sur lesquelles les États Membres ont déposé des recours devant la Cour sont de plus en plus nombreuses et complexes en termes factuels et de droit, le Japon est persuadé que la Cour maintiendra l'excellente qualité de son travail grâce à la rigueur judiciaire de ses membres et avec l'appui de son Greffier extrêmement dévoué, un élément qui fait véritablement de la Cour l'organe judiciaire principal de l'Organisation. Le Japon félicite la Cour de ses efforts continus visant à améliorer ses procédures et ses méthodes de travail afin de mener ses activités de manière durable tout en s'efforçant de garantir son impartialité sans céder à aucune pression politiques et de respecter l'égalité entre les parties aux différends.

Comme le Premier Ministre Shinzo Abe l'a dit depuis cette tribune pendant le débat général de la présente session (A/68/PV.12), le Japon attache une grande importance au renforcement de l'état de droit au niveau international. En effet, des voix s'élèvent à

travers le monde pour que le droit international serve d'outil destiné à régler les controverses de plus en plus grandes et à atténuer les tensions en utilisant un langage commun à tous les intéressés. Mon gouvernement croit fermement que la communauté internationale doit saisir ce moment pour permettre au droit international de jouer un rôle plus important dans les relations internationales.

La reconnaissance universelle de la juridiction de la Cour par les États Membres permettrait d'améliorer cette fonction de la Cour. Le Japon lui-même reconnaît la juridiction obligatoire de la Cour internationale de Justice depuis 1958. Notre délégation demande à tous les États Membres qui ne l'ont pas encore fait de suivre cet exemple.

Je voudrais également saisir cette occasion pour évoquer l'expérience du Japon en matière de règlement pacifique des différends par le biais du processus judiciaire international. Cette année a été importante pour le Japon, puisqu'il a pris part à toutes les phases de la première affaire de son histoire portée devant la Cour concernant la légalité du permis spécial de chasse à la baleine par le Japon dans l'Antarctique. Comme l'a déclaré le représentant du Japon dans ses remarques finales, la procédure orale a donné au Japon l'occasion de présenter dans les moindres détails à la Cour, et, par extension, au monde entier, son dossier sur la chasse à la baleine à des fins de recherches. En ce sens, le Japon a démontré, en se fondant sur des textes de lois et des faits, que son permis de chasse spécial était entièrement conforme à la Convention internationale pour la réglementation de la chasse à la baleine. Le Japon espère que la Cour tirera ses conclusions sur la base des arguments juridiques et preuves factuelles qui ont été clairement présentés.

Enfin, je tiens à réitérer l'appui indéfectible du Japon à la Cour.

**M<sup>me</sup> Bagley** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Nous tenons à remercier le Président Tomka de son leadership en tant que Président de la Cour internationale de Justice, et de son récent rapport (A/68/4) concernant les activités de la Cour pendant l'année écoulée. Nous sommes frappés par le dynamisme sans cesse croissant de la Cour qui est reflété dans le rapport.

Au cours de l'année écoulée, la Cour a rendu deux arrêts, liés à la délimitation de frontières à la fois sur terre et en mer, et six ordonnances, et a tenu des audiences publiques dans quatre affaires



complexes. En outre, les 10 autres affaires contentieuses actuellement en cours d'instruction à la Cour ont trait à un large éventail de questions, allant des différends frontaliers – encore une fois, aussi bien territoriaux que maritimes – à l'interprétation de traités entre partenaires multilatéraux, en passant par celles touchant à l'environnement, pour n'en citer que quelques-unes. Cinq de ces affaires pendantes opposent des États d'Amérique latine, deux des États européens, une des États d'Afrique et une autre des États asiatiques, tandis que la dernière est de nature intercontinentale. En effet, la charge de travail de la Cour est internationale et reflète à cet égard les travaux de l'Assemblée générale elle-même.

La Cour internationale de Justice est l'organe judiciaire principal des Nations Unies. Le préambule de la Charte souligne la détermination de ses rédacteurs

« à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et du respect des obligations nées des traités et autres sources du droit international ».

Cet objectif est au cœur même de la structure de la Charte, et en particulier du rôle de la Cour. Comme nous faisons aujourd'hui le bilan d'environ 70 ans de jurisprudence de la Cour, il est manifeste qu'elle a apporté une contribution significative s'agissant d'établir des règles juridiques et de clarifier des principes juridiques dans de multiples domaines du droit international.

Nous constatons une tendance croissante parmi les États – réaffirmée de nouveau cette année – à porter les contentieux devant la Cour pour y défendre vigoureusement leurs intérêts. À son tour, la Cour continue d'y répondre de plus en plus et de multiples façons, y compris par des mesures visant à améliorer son efficacité pour faire face en temps voulu à l'accroissement de sa charge de travail, et par son engagement à continuellement réexaminer et peaufiner ses procédures et ses méthodes de travail aux fins de s'adapter à l'évolution rapide de notre temps. En s'efforçant d'apaiser directement les tensions avant qu'elles ne se transforment en conflit, et d'offrir aux États une enceinte digne de confiance où régler les différends sur des points de droit, la Cour exécute son mandat conformément au Chapitre XIV. Nous espérons que la Cour continuera de bénéficier des ressources nécessaires pour s'acquitter de ses importantes fonctions.

Nous tenons par ailleurs à nous féliciter que la Cour continue de mener des activités de sensibilisation en direction des secteurs clefs de la société – professeurs de droit, étudiants en droit, magistrats, représentants des gouvernements et grand public – pour les tenir informés de ses travaux et les aider à mieux les comprendre. Du point de vue de la transparence, nous notons en particulier que les vidéos de la Cour sont maintenant disponibles sur la Web TV des Nations Unies, et peuvent être visionnées en direct et sur demande. Tous ces efforts complètent et renforcent ceux que déploie l'ONU pour promouvoir l'état de droit dans le monde et favoriser une meilleure compréhension du droit international public.

Pour finir, nous tenons à exprimer notre reconnaissance au Président Tomka, aux autres juges qui siègent actuellement à la Cour, et à tous les membres du personnel de la Cour pour leur travail acharné qu'ils accomplissent afin de contribuer quotidiennement aux activités productives de cette institution.

**M. Gata Mavita wa Lufuta** (République démocratique du Congo) : Ma délégation a pris acte du rapport soumis à l'Assemblée générale par le Président de la Cour internationale de Justice (A/68/4), qui porte sur la période allant du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013. Elle note qu'au cours de l'exercice considéré, 12 affaires contentieuses étaient pendantes devant la Cour, et que celle-ci a rendu deux arrêts et huit ordonnances.

Ma délégation accorde une grande importance au travail de la Cour internationale de Justice, car elle lui reconnaît, en tant qu'organe judiciaire principal des Nations Unies, le rôle de « réaliser, par des moyens pacifiques, conformément aux principes de la justice et du droit international, l'ajustement ou le règlement de différends ou de situations, de caractère international, susceptibles de mener à une rupture de la paix ». Elle apprécie le rôle remarquable que la Cour joue actuellement dans la promotion de l'état de droit, et l'encourage à poursuivre ses efforts dans ce sens.

Il faut ici reconnaître l'habileté avec laquelle la Cour a conduit ses délibérations dans les affaires portées devant elle ces dernières années. Elle a non seulement géré un contentieux de plus en plus abondant, mais elle s'est davantage affirmée en tant qu'organe judiciaire principal de l'Organisation des Nations Unies chargé de régler, conformément au droit international, les différends d'ordre juridique que les États lui soumettent. Disant le droit sans complaisance, elle a également affirmé son indépendance vis-à-vis du Conseil de sécurité, organe politique de l'ONU, comme cela fut le cas dans son

arrêt du 24 mai 1980, concernant l’Affaire *relative au personnel diplomatique et consulaire des États-Unis à Téhéran (États-Unis d’Amérique c. Iran)* consécutive aux événements du 4 novembre 1979.

Ouvrant le chapitre du recours à l’emploi de la force, soit contre l’intégrité territoriale ou l’indépendance politique de tout État, soit de tout autre manière incompatible avec les buts des Nations Unies, conformément au paragraphe 4 de l’Article 2 de la Charte des Nations Unies, je voudrais invoquer l’affaire des *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, réglée par l’arrêt du 19 décembre 2005 mentionné au paragraphe 31 du rapport du Président de la Cour internationale de Justice, pour dire, comme le soulignait autrefois l’éminent juriste congolais, le professeur Sayeman Bula-Bula, que cette affaire a surclassé les affaires du Détroit de *Corfou (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d’Irlande du Nord c. Albanie)* de 1949, des *Actions armées frontalières et transfrontalières (Nicaragua c. Honduras)* de 1986, et des *Plates-formes pétrolières (République islamique d’Iran c. États-Unis)* de 2003. Certes, les constatations faites par la Cour internationale de Justice auraient pu trouver une expression nette dans le dispositif, comme certains l’ont relevé, à bon droit; elles n’en demeurent pas moins sûrement consacrées, quelle que soit la sémantique usitée. À cet égard, il importe de lire attentivement l’intégralité de l’arrêt, notamment les paragraphes 153, 304 et 345.

Dans son rapport à ce sujet, le Président de la Cour fait état de l’évolution des négociations tenues par les parties pour régler la question de la réparation. Il faut dire que ma délégation s’attend, à la faveur des relations amicales et de coopération qui se rétablissent progressivement entre les deux anciennes parties belligérantes, que cette question de la réparation trouvera une solution juste, prompte et équitable par les moyens prévus par l’arrêt du 19 décembre 2005.

La République démocratique du Congo a apporté une contribution précieuse au développement du droit international et à ce que l’on convient d’appeler aujourd’hui « le retour au droit international ». Il s’agit d’une contribution massive qui lui a permis d’administrer la preuve qu’elle est un État de droit, respectueux du droit international, tantôt en qualité d’État requérant, tantôt en tant qu’État défendeur. En effet, sans faire l’éloge d’un exploit imaginaire, la République démocratique du Congo constitue, depuis plus d’une décennie déjà, l’un des principaux plaideurs devant la Cour internationale

de Justice, dont elle a enrichi le rôle avec cinq affaires presque toutes tranchées.

Ma délégation appuie les activités de la Cour et encourage les États à lui soumettre leurs différends afin de privilégier l’idée de la paix par le droit et de faciliter la coexistence pacifique. Elle est indignée de constater qu’à peine plus d’un tiers des États Membres de l’Organisation ont fait la déclaration visée au paragraphe 2 de l’article 36 du Statut, reconnaissant ainsi

« comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l’égard de tout autre État acceptant la même obligation, la juridiction de la Cour sur tous les différends d’ordre juridique ».

À cet égard, ma délégation encourage les États qui ne l’ont pas encore fait à souscrire à la déclaration d’acceptation de la compétence obligatoire de la Cour en vertu du paragraphe 2 de l’article 36 du Statut de la Cour, et conformément aux dispositions des résolutions 67/1 du 24 septembre 2012 et 67/97 du 14 décembre 2012, par lesquelles l’Assemblée générale a engagé

« les États qui ne l’ont pas encore fait d’envisager de reconnaître la juridiction de la Cour internationale de Justice sur cette base, comme le prévoit le Statut de celle-ci » (*résolution 67/97, sixième alinéa du préambule*).

C’est là, de l’avis de ma délégation, un des modes efficaces de saisine de la Cour, qui permet à l’État partie au Statut de la Cour de reconnaître comme obligatoire de plein droit et sans convention spéciale, à l’égard de tout autre État acceptant la même obligation, la compétence de la Cour sur tous les différends d’ordre juridique. Le rapport du Président renseigne que, sur les 194 Membres que compte notre Organisation universelle, seuls 70 États Membres de l’ONU, dont la République démocratique du Congo, ont pu faire une déclaration d’acceptation de la compétence obligatoire de la Cour en vertu du paragraphe 2 de l’article 36 du Statut de la Cour.

Enfin, le fait que nombre de ces déclarations faites par les États soient assorties de réserves et de limitations qui écartent certaines catégories de différends ou fixent certaines conditions devant être remplies afin que la Cour soit compétente pour connaître d’un différend, est une pratique que ma délégation ne saurait encourager.

**M. Llorentty Solíz** (État plurinational de Bolivie) (*parle en espagnol*) : Au nom de l’État plurinational

de Bolivie, je souhaite la bienvenue au Président de la Cour internationale de Justice, le juge Peter Tomka, et prends acte du rapport très complet (A/68/4) qu'il nous a présenté sur l'activité de la Cour pendant la période du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013.

Avec la Cour internationale de Justice, l'ONU dispose d'un référent majeur s'agissant de ce que la communauté internationale entend par justice universelle. Elle sert principalement de mécanisme de règlement juste et pacifique des différends, baptisé règlement judiciaire, lequel est reconnu comme étant une manière civilisée de se régler les différends entre les États.

Les progrès réalisés en matière de droit international ont permis de se défaire de pratiques d'un autre temps, comme l'imposition unilatérale du pouvoir par les nations puissantes sur les pays faibles; de prohiber la menace et l'emploi de la force; et d'abolir le droit des États à conquérir des territoires – progrès dont la Cour internationale de Justice est indéniablement la garante, en tant qu'organe judiciaire principal du système des Nations Unies, et à laquelle il incombe de protéger les intérêts des parties concernées, comme de tout État qui pourrait se voir touché par de tels différends. Dans ce contexte, il importe de souligner les résolutions de l'ONU qui donnent corps à ces principes du droit international et qui ont servi de base aux arrêts de la Cour internationale de Justice.

Pour cette raison, la Bolivie réitère son adhésion à la Déclaration de Manille sur le règlement pacifique des différends (résolution 37/10). De fait, les États montrent une tendance louable à soumettre leurs différends par cette voie, signe indiscutable de conformité avec les pratiques actuelles de la communauté internationale, lesquelles, plutôt que d'accentuer les antagonismes, évoquent le règlement de ces différends, ce qui permet d'entretenir des relations d'amitié et, naturellement, de n'envisager aucun acte à caractère hostile.

La grande majorité des membres de la communauté internationale nourrissent le vif espoir que le mécanisme de règlement judiciaire des différends, dont l'exécution incombe à la Cour internationale de Justice, sera universellement accepté, de telle manière que, chaque jour, davantage d'États reconnaissent sa juridiction, et, en définitive, le rôle majeur qu'elle joue dans le maintien de la paix internationale. Dans ce contexte, nous invitons tous les États Membres de l'ONU à reconnaître la juridiction de la Cour internationale de Justice et, le moment venu, à accepter ses arrêts,

réaffirmant ainsi leur respect du droit international, de la recherche de la paix, de la sécurité internationale et de la justice.

**M. Ulibarri** (Costa Rica) (*parle en espagnol*) : C'est un honneur que de participer de nouveau à la séance annuelle de l'Assemblée générale consacrée à l'examen du rapport d'activité de la Cour internationale de Justice, seul tribunal international de caractère universel et de compétence générale. Ma délégation remercie le juge Peter Tomka, Président de la Cour, de nous avoir présenté son rapport (A/68/4) et de sa présence ô combien importante à l'Assemblée.

Le règlement pacifique des différends internationaux est un objectif fondamental de l'Organisation des Nations Unies. De ce fait, la Cour joue un rôle clef dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales. C'est pourquoi il incombe à l'ONU et à ses États Membres d'appuyer la Cour dans l'exécution de ses tâches et de se conformer scrupuleusement à toutes ses décisions, et c'est pourquoi également il est important de garantir son indépendance juridique et procédurale.

Pour y parvenir, il est nécessaire, entre autres, que la Cour puisse compter sur les ressources nécessaires pour s'acquitter de son mandat, en tenant compte de l'augmentation substantielle de sa charge de travail. Dans ce sens, nous nous félicitons que, grâce à l'appui de l'Organisation et aux efforts de la Cour elle-même, l'arriéré d'affaires en souffrance ait été absorbé et que, maintenant que la phase écrite des procédures est terminée, il soit désormais possible de passer sans heurt à la phase orale.

Par ailleurs, la consolidation de l'état de droit et de la Cour elle-même nécessite impérativement que les États respectent ses décisions et s'y conforment, qu'il s'agisse d'arrêts ou d'ordonnances et, en définitive, de toutes les mesures conservatoires imposées aux parties à un conflit. Ces mesures, comme le souligne si bien la Cour, « ont un caractère obligatoire... et créent donc des obligations juridiques internationales ». En conséquence, leur respect doit être total et de bonne foi, ce qui permettra de garantir l'intégrité de chaque procédure, et de consolider le rôle indiscutable que joue la Cour pour assurer la justice, la paix et le règlement pacifique des conflits.

Le Costa Rica considère que le moment est venu d'envisager des procédures permettant d'assurer le suivi des décisions de la Cour et de présenter les cas

de non-respect afin d'éviter les situations d'outrage qui constituent des violations de l'état de droit.

Bien que 193 pays soient parties au Statut de la Cour, seuls 67 d'entre eux en ont reconnu la juridiction obligatoire, conformément aux paragraphes 2 et 5 de l'Article 36 du Statut. Le Costa Rica a accepté la juridiction de la Cour depuis 1973, mais nous notons avec préoccupation que ces dernières années le nombre de pays ayant reconnu la juridiction obligatoire de la Cour n'a pas augmenté. Bien que cela n'ait pas eu d'effet sur l'activité judiciaire de la Cour, nous invitons respectueusement les États qui ne l'ont pas encore fait à envisager de recourir au mécanisme prévu dans l'Article 36 du Statut de la Cour.

Durant des années, la Cour a apporté une contribution significative au développement du droit international par le biais des arrêts et avis consultatifs qu'elle a rendus depuis qu'elle a réglé la toute première affaire du *Détroit de Corfou (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord c. Albanie)*. À cet égard, nous saluons les propos de son Président, qui a déclaré, au cours de la célébration du centenaire du Palais de la Paix :

« [l]a Cour continuera de s'employer à relever ces défis lorsqu'ils se présenteront à elle, toujours en se souciant de régler les différends qu'elle aura à connaître en toute loyauté et impartialité, tel que l'exige la noble tâche à elle confiée par la Charte des Nations Unies ».

Le Costa Rica réaffirme son respect absolu des instruments et organisations du droit international, ainsi que son engagement de respecter et d'observer fidèlement toutes les décisions qui en émanent, et il reste pleinement convaincu que la Cour continuera de consolider la paix et la justice dans l'exercice de ses fonctions.

**La Présidente par intérim** : Puis-je considérer que l'Assemblée générale prend note du rapport de la Cour internationale de Justice (A/68/4)?

*Il en est ainsi décidé.*

**La Présidente par intérim** : L'Assemblée générale a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 72 de l'ordre du jour.

## Point 75 de l'ordre du jour

### Rapport de la Cour pénale internationale

#### Note du Secrétaire général (A/68/314)

### Rapports du Secrétaire général (A/68/364 et A/68/366)

**La Présidente par intérim** : J'ai maintenant l'honneur d'accueillir au Siège de l'Organisation des Nations Unies S. E. M. Sang-Hyun Song, Président de la Cour pénale internationale, et de l'inviter à prendre la parole.

**M. Sang-Hyun Song** (Cour pénale internationale) (*parle en anglais*) : Je suis très très honoré de monter une cinquième fois à la tribune de l'Assemblée pour présenter le rapport annuel de la Cour pénale internationale (A/68/314). Comme les membres le savent, la Cour pénale internationale (CPI) est une institution indépendante, mais elle a vu le jour sous les auspices de l'Organisation des Nations Unies et les deux organisations poursuivent une coopération pratique au titre de l'Accord régissant leurs relations, conclu dans l'esprit des buts et principes de la Charte des Nations Unies.

Je voudrais saisir cette occasion pour exprimer la profonde gratitude de la Cour à l'Organisation des Nations Unies pour l'appui constant qu'elle lui apporte dans le cadre des efforts mondiaux visant à renforcer l'état de droit et promouvoir, partout, la paix, la sécurité et les droits de l'homme.

Depuis ma dernière déclaration devant l'Assemblée (voir A/67/PV.29), la Côte d'Ivoire est devenue le cent-vingt-deuxième État partie au Statut de Rome. Neuf autres États parties ont ratifié les amendements au Statut relatifs au crime d'agression et 10 États parties ont ratifié l'amendement érigeant l'utilisation d'armes chimiques dans les conflits non internationaux en crime de guerre punissable par la Cour pénale internationale. Je félicite ces pays de venir renforcer la lutte internationale contre l'impunité par le biais du système du Statut de Rome. J'encourage aussi tous les États à envisager de ratifier ces instruments s'ils ne l'ont pas encore fait.

Je voudrais rappeler que la Cour pénale internationale n'a pas compétence universelle. La Cour peut poursuivre les crimes commis sur le territoire d'un État partie ou par un ressortissant d'un État partie. La seule exception est que le Conseil de sécurité peut décider de renvoyer une situation au Procureur de la CPI au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Au cours de l'année écoulée, la CPI a continué de travailler sans relâche pour s'acquitter du mandat que les États lui ont confié. Le Procureur a ouvert une huitième enquête au Mali. La Cour a rendu son premier jugement



d'acquiescement, qui fait maintenant l'objet d'un appel. Les scellés de deux mandats d'arrêt ont été levés et un suspect s'est rendu à la Cour. Trois procès sont en cours et un autre doit s'ouvrir incessamment. Plusieurs arrêts importants ont été rendus, ouvrant de nouvelles brèches juridiques en matière de jurisprudence de la Cour.

S'agissant des faits nouveaux intervenus au plan institutionnel, M. Herman von Hebel, le nouveau Greffier de la Cour pénale internationale, a prêté serment, tout comme M. James Stewart, le nouveau Procureur adjoint.

Je vais donner un bref aperçu des principaux faits intervenus au plan judiciaire dans les huit situations dont est saisie la Cour pénale internationale.

À ce jour, quatre États parties au Statut de Rome – l'Ouganda, la République démocratique du Congo, la République centrafricaine et le Mali – ont saisi la Cour de crimes commis sur leur territoire. Dans le cadre des deux situations concernant, respectivement, le Kenya et la Côte d'Ivoire, l'ancien Procureur a ouvert de son propre chef une enquête, avec l'aval et le soutien des Gouvernements concernés. En outre, le Conseil de sécurité a renvoyé à la Cour les situations concernant le Darfour (Soudan) et la Libye, tous deux États non parties au Statut.

S'agissant de la situation en Ouganda, il est regrettable que les mandats d'arrêts décernés contre M. Joseph Kony et trois autres chefs présumés de l'Armée de résistance du Seigneur n'aient pas encore été exécutés. J'implore de nouveau tous les États de coopérer afin que ces personnes comparaissent devant la justice pour répondre des très graves charges portées contre elles.

Dans le contexte de la situation en République démocratique du Congo, la Chambre d'appel examine actuellement les appels interjetés contre le jugement rendu l'an dernier dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, qui portent sur le verdict, la peine et les réparations.

Le 21 novembre 2012, la CPI a rendu son premier jugement d'acquiescement, la Chambre de première instance II ayant conclu que M. Mathieu Ngudjolo Chui n'était pas coupable de crimes contre l'humanité ou de crimes de guerre. La Chambre d'appel examine également l'appel du Procureur contre ce verdict. Le procès de M. Germain Katanga a pris fin et la Chambre de première instance devrait rendre son jugement dans un proche avenir.

M. Bosco Ntaganda, accusé d'utilisation d'enfants soldats, de meurtre, de viol, d'esclavage sexuel et d'autres crimes, a été transféré à la CPI le 22 mars, fait dont on ne peut que se réjouir. M. Ntaganda est la première personne visée par un mandat d'arrêt de la CPI à s'être rendue spontanément à la Cour. Je tiens à exprimer la gratitude de la CPI aux pays qui ont facilité son transfert. Après un processus de divulgation des preuves, l'audience de confirmation des charges retenues contre M. Ntaganda devrait s'ouvrir le 22 février 2014. Un mandat d'arrêt émis contre M. Sylvestre Mudacumura reste pendant. Il doit répondre de charges de crimes de guerre présumés avoir été commis dans la région des Kivus, dans l'est de la République démocratique du Congo.

S'agissant de la situation en République centrafricaine, le procès de M. Jean-Pierre Bemba s'est poursuivi, et la défense devrait achever bientôt la présentation de ses moyens de preuve.

Pour ce qui est de la situation au Darfour (Soudan), le procès de M. Abdallah Banda doit s'ouvrir le 5 mai 2014. Les procédures engagées contre son co-accusé, M. Saleh Jerbo, ont pris fin le 5 octobre sur la base d'informations indiquant qu'il était décédé au cours de cette année. Malheureusement, des mandats d'arrêt émis contre quatre personnes soupçonnées d'avoir commis des crimes très graves dans le contexte de la situation au Darfour n'ont toujours pas été exécutés. L'appui actif du Conseil de sécurité sera décisif pour que ces personnes comparaissent devant la Cour afin de répondre des accusations portées contre elles, conformément à la résolution 1593 (2005) du Conseil.

S'agissant de la situation en Libye, les procédures ont largement porté, au cours de l'année écoulée, sur les questions de recevabilité. Comme les membres le savent, le Statut de Rome donne la primauté aux juridictions nationales en vertu du principe de complémentarité. Si un Gouvernement peut démontrer qu'il a véritablement engagé des enquêtes ou des poursuites contre la personne qui est poursuivie par la CPI pour les mêmes crimes, la CPI se désiste et déclare l'affaire irrecevable. Le 31 mai, la Chambre préliminaire I a rejeté l'exception d'irrecevabilité soulevée par la Libye dans l'affaire Saif al-Islam Kadhafi eu égard aux circonstances particulières de cette affaire. La Libye a interjeté appel contre cette décision, mais elle demeure juridiquement tenue de transférer M. Kadhafi à la CPI.

D'autre part, le 11 octobre, la Chambre préliminaire a déclaré que l'affaire Abdullah al-Senoussi était irrecevable devant la CPI, toujours à la

lumière des circonstances particulières de cette affaire, ce qui ouvre la voie à la poursuite des procédures contre M. al-Senoussi au niveau national. C'était la première fois qu'une Chambre de la CPI rendait pareille décision. Cependant, je tiens à souligner que M. al-Senoussi a fait appel de cette décision et qu'elle n'est donc pas définitive.

S'agissant de la situation en Côte d'Ivoire, M. Laurent Gbagbo est actuellement le seul suspect détenu par la CPI. Après une audience de confirmation des charges, la Chambre préliminaire a demandé à la Procureure d'envisager de présenter des éléments de preuve supplémentaires, et ce, jusqu'au 15 novembre. Au cours de la période considérée, il a été procédé à la levée des scellés des mandats d'arrêt émis contre deux autres suspects, M<sup>me</sup> Simone Gbagbo et M. Charles Blé Goudé. Cependant, les demandes sollicitant leur arrestation et leur remise à la CPI n'ont pas encore été exécutées.

En ce qui concerne la situation au Kenya, le procès de M. William Samoei Ruto et M. Joshua Arap Sang a commencé le 10 septembre, et la présentation des éléments de preuve à charge se poursuit. Il s'agit du premier procès pénal devant un tribunal international où les accusés ne sont pas en détention mais en liberté et comparaissent volontairement devant la Cour après avoir accepté de se conformer à la citation à comparaître émise par la CPI. Sur la base des arguments présentés récemment par les parties dans l'autre affaire relative à la situation au Kenya, à savoir l'affaire Uhuru Kenyatta, la Chambre a décidé aujourd'hui de reporter l'ouverture du procès au 5 février.

Une question juridique qui a récemment suscité beaucoup d'attention relativement à la situation au Kenya concerne l'impératif de la présence de l'accusé au procès. À cet égard, la disposition pertinente du Statut de Rome est l'article 63, qui prévoit dans son premier paragraphe que « [l']accusé est présent à son procès ». La semaine dernière, la Chambre d'appel de la CPI a rendu le premier arrêt de son histoire sur l'interprétation de cette disposition, concluant qu'il peut être permis, dans des circonstances exceptionnelles, qu'un accusé soit absent à son procès lorsque cela est strictement nécessaire et à condition qu'un certain nombre de critères spécifiques soient remplis, y compris l'examen préalable des autres solutions possibles.

Le 16 janvier, le Procureur a officiellement ouvert une enquête sur les crimes présumés avoir été commis sur le territoire du Mali depuis janvier 2012, à la suite

du renvoi par le Gouvernement malien de la situation au Procureur l'année dernière.

Sur la base de son examen préliminaire, la Procureure a axé initialement son enquête sur trois régions du nord du Mali et sur les allégations relatives aux attaques intentionnellement dirigées contre les bâtiments religieux et les monuments historiques, notamment ceux inscrits au patrimoine mondial. La Procureure a donc collaboré avec l'UNESCO et a recherché également la coopération de plusieurs autres organismes des Nations Unies présents au Mali.

De fait, l'assistance logistique et autre fournie par l'ONU est déterminante pour permettre à la CPI de mener efficacement ses enquêtes et activités dans les pays faisant l'objet d'une situation. La CPI est sincèrement reconnaissante de la coopération dont elle continue de bénéficier de la part de l'ONU à cet égard.

Outre les enquêtes relatives aux huit situations que je viens de mentionner, la Procureure de la CPI procède actuellement à huit autres examens préliminaires dans le monde entier afin de déterminer si l'ouverture d'enquêtes officielles de la CPI est justifiée. Ces examens concernent l'Afghanistan, la Colombie, la Géorgie, la Guinée, le Honduras, la République de Corée, le Nigéria, et enfin une situation renvoyée par l'Union des Comores concernant les crimes qui auraient été commis le 31 mai 2010 à bord de navires battant pavillon comorien, grec et cambodgien qui faisaient partie d'une flottille se dirigeant vers la bande de Gaza.

L'impartialité est la pierre angulaire des activités judiciaires de la CPI. Les droits internationalement reconnus de la défense sont scrupuleusement respectés. Nul ne peut être reconnu coupable à moins que sa culpabilité ne soit établie au-delà de tout doute raisonnable. Le Greffe de la CPI propose une aide judiciaire aux accusés et aux victimes qui n'ont pas les moyens de payer une représentation juridique. L'aide judiciaire fournie aux victimes leur permet de faire valoir leurs droits en vertu du Statut de Rome de présenter leurs vues dans le contexte des procédures engagées contre les suspects et les prévenus et de demander des réparations pour les torts subis. À ce jour, la CPI a fourni une aide judiciaire à plus de 7 000 victimes ayant participé aux procédures.

Parallèlement aux procédures judiciaires devant la Cour, le Fonds au profit des victimes de la CPI répond de manière très concrète aux besoins urgents de nombreuses victimes et de leurs familles, qui ont subi

les pires crimes au regard du droit international. Le Fonds finance actuellement 28 projets qui concernent environ 110 000 victimes et leurs familles dans le nord de l'Ouganda et dans l'est de la République démocratique du Congo. Parmi ces bénéficiaires, plus de 5 000 sont des survivants de violences sexuelles et de crimes à caractère sexiste.

Selon le Fonds, l'autonomisation des femmes et des filles est une exigence fondamentale dans le cadre de tout processus judiciaire, de réparation, d'assistance, de réconciliation et de consolidation de la paix. L'assistance que le Fonds est en mesure de fournir aux victimes repose sur les contributions volontaires, qui servent également à financer les réparations lorsqu'une personne condamnée est sans ressources. Je remercie une nouvelle fois les États qui ont déjà versé des contributions généreuses au Fonds au profit des victimes de la CPI, et j'appelle les autres États à envisager de suivre cet exemple et de venir en aide aux victimes de ces atrocités.

La CPI a été au centre de l'attention internationale ces derniers mois, en particulier en ce qui concerne l'Afrique. Des voix se sont élevées pour demander à la Cour de faire preuve de souplesse sur certaines questions. Je tiens à souligner que si la Cour s'efforcera bien entendu de trouver des solutions concrètes aux problèmes qui se posent, ces solutions doivent néanmoins être conformes au cadre juridique défini par les États dans le Statut de Rome. C'est également ce que je demande aux autres acteurs du système de la CPI – défendre l'intégrité du Statut de Rome et respecter les rôles assignés à chaque entité en vertu du Statut. Si l'Assemblée des États parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale peut se pencher sur les questions législatives et débattre de sujets politiques, la CPI doit rester une institution judiciaire indépendante qui s'appuie sur les États pour appliquer ses décisions et coopérer.

Selon les termes du préambule du Statut de Rome, les crimes graves relevant de la juridiction de la CPI « menacent la paix, la sécurité et le bien-être du monde ». Il n'est pas difficile de comprendre pourquoi. Les massacres, le recours aux armes contre des civils, les déplacements de populations, l'utilisation d'enfants soldats et le viol employé comme arme de guerre sont des actes atroces qui infligent des souffrances irréparables, souvent sur plusieurs générations. Les questions qui relèvent de la compétence de la CPI revêtent une importance sociétale et politique considérable dans les

pays concernés. Les décisions de la CPI seront souvent satisfaisantes aux yeux de certains et décevantes pour d'autres, mais les raisons sur lesquelles la Cour appuie ses décisions sont toujours juridiques, et non politiques.

Dans cinq ans, de nombreux tribunaux et cours *ad hoc* auront fermé leurs portes. Le rôle de la CPI dans les efforts internationaux pour la paix, la sécurité et la prévention des atrocités de masse sera encore plus important qu'aujourd'hui. Travaillons ensemble pour continuer de renforcer l'efficacité de ce système. La CPI ne peut s'acquitter efficacement de son mandat que si les États coopèrent et respectent les obligations qu'ils ont contractées en vertu du Statut de Rome.

J'appelle également les États qui n'ont pas encore adhéré au Statut à envisager activement de le faire. En fin de compte, la capacité de la CPI de mettre un terme à l'impunité dépend de l'appui des États Membres.

**La Présidente par intérim** : Je donne maintenant la parole à l'observateur de l'Union européenne.

**M. Marhic** (Union européenne) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom de l'Union européenne et de ses États membres. L'ex-République yougoslave de Macédoine, le Monténégro et la Serbie, pays candidats; l'Albanie et la Bosnie-Herzégovine, pays du Processus de stabilisation et d'association et candidats potentiels; ainsi que l'Ukraine et la Géorgie s'associent à la présente déclaration.

Nous remercions tout d'abord le Président Song de son exposé et la Cour pénale internationale (CPI) de son neuvième rapport annuel à l'Organisation des Nations Unies (A/68/314), qui couvre la période allant du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013 et rend compte de ce qui est qualifié de nouvelle année d'activité croissante pour la Cour.

Nous nous félicitons que la Côte d'Ivoire ait ratifié le Statut de Rome le 15 février, portant à 122 le nombre d'États parties.

Nous sommes d'ardents défenseurs de la CPI. Nous constatons qu'avec huit situations au stade de l'enquête et huit autres au stade de l'examen préliminaire, la CPI doit faire face à une charge de travail accrue. La Procureure enquête actuellement sur un nombre d'allégations concernant un nombre de suspects jamais égalé jusque-là. À cet égard, nous prenons note de l'ouverture, en janvier, d'une enquête sur les crimes commis au Mali depuis janvier 2012. La Cour a également donné espoir aux victimes des crimes

les plus graves et plus de 110 000 d'entre elles ont déjà bénéficié des programmes d'aide concrète de son Fonds au profit des victimes.

Le dernier rapport en date de la CPI décrit les efforts déployés par la Cour pour s'acquitter de sa mission. Il fait également état des difficultés auxquelles elle se heurte. L'universalité du Statut de Rome, qui reste un des défis majeurs posés à la CPI, est essentielle pour garantir l'application du principe de responsabilité pour les crimes les plus graves qui touchent l'ensemble de la communauté internationale. Les auteurs de tels crimes, quel que soit leur statut, doivent répondre de leurs actes. Un élément clef du Statut de Rome est qu'il s'applique à tous de manière égale, sans aucune distinction fondée sur les fonctions officielles exercées.

Nous devons continuer d'œuvrer sans relâche pour que le Statut de Rome devienne véritablement universel et pour accroître la participation à l'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI. À cet égard, l'Union européenne et ses États membres appellent une nouvelle fois tous les États Membres de l'ONU qui ne sont pas encore parties au Statut de Rome et à l'Accord sur les privilèges et immunités de la CPI à les ratifier ou à y adhérer. Nous appelons également tous les États parties qui ne l'ont pas encore fait à les appliquer dans leurs systèmes judiciaires nationaux.

La nécessité de garantir la coopération avec la CPI demeure un autre défi de taille, en particulier concernant la façon de réagir lorsque des États qui manquent à leurs obligations à l'égard de la CPI ne coopèrent pas. La coopération avec la Cour et l'application de ses décisions sont en effet aussi indispensables l'une que l'autre pour que la CPI soit en mesure de s'acquitter de son mandat. Cela s'applique à tous les États parties au Statut de Rome, et lorsque le Conseil de sécurité saisit la Cour d'une situation en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies.

Nous constatons avec inquiétude que plusieurs mandats d'arrêt délivrés par la Cour – dont certains remontent à 2005 – n'ont pas encore été exécutés. Treize personnes au total font l'objet de mandats d'arrêt non exécutés. Nous rappelons que le fait de ne pas coopérer avec la Cour à l'exécution des mandats d'arrêt constitue une violation des obligations internationales et réduit la capacité de la CPI de rendre la justice. Nous demandons donc à tous les États de prendre des mesures cohérentes pour encourager une coopération appropriée et entière avec la Cour, y compris l'exécution rapide des mandats d'arrêt. Nous réaffirmons également qu'il est

absolument impératif que tous les États s'abstiennent d'aider à abriter ou cacher les auteurs des crimes les plus graves et prennent les mesures qui s'imposent pour traduire ces personnes en justice et ainsi mettre fin à l'impunité.

Nous relevons que, le 11 octobre, la Chambre préliminaire I de la CPI a déclaré que l'affaire portée contre M. Al-Senoussi était irrecevable devant la Cour, en vertu du principe de complémentarité. C'est aux États qu'il incombe au premier chef de traduire en justice les auteurs de crimes, en conformité avec les dispositions pertinentes du Statut de Rome. La complémentarité est un principe fondamental du Statut de Rome; pour qu'il soit opérationnel, tous les États parties doivent préparer et mettre en vigueur une législation nationale rendant le Statut de Rome applicable aux systèmes nationaux.

Nous nous félicitons des mesures prises par les États, les organisations internationales et la société civile pour renforcer la coopération et l'assistance qu'ils apportent à la CPI. Nous saluons en particulier la coopération soutenue de l'ONU avec la Cour, reconnue dans le rapport. Nous accueillons également avec satisfaction les directives publiées par le Secrétaire général plus tôt cette année concernant les rapports entre les fonctionnaires des Nations Unies et les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître de la CPI ainsi que la pratique consistant à informer le Procureur et le Président de l'Assemblée des États parties au Statut de Rome chaque fois que des réunions considérées comme strictement nécessaires pour mener des activités essentielles relevant du mandat de l'ONU doivent se tenir avec des personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la Cour. L'Union européenne et ses États membres s'emploient pour leur part à poursuivre leurs efforts en matière de lutte contre l'impunité, en particulier en apportant à la Cour leur plein appui diplomatique.

Il est primordial que les préoccupations relatives à la CPI et à ses travaux soient exprimées dans le cadre du Statut de Rome. À l'évidence, notre objectif commun consiste à renforcer davantage la Cour pour qu'elle puisse s'acquitter de son mandat. Il y a des États parties au Statut de Rome dans toutes les régions du monde, et tous sont responsables du Statut. Nous continuerons d'encourager la participation la plus large possible au Statut de Rome et nous sommes déterminés à préserver son intégrité, à défendre l'indépendance de la Cour et à garantir la coopération avec la Cour. Nous sommes également résolus à appliquer pleinement le principe



de complémentarité consacré par le Statut de Rome en facilitant des échanges réels et efficaces entre les systèmes nationaux de justice et la CPI dans le cadre de la lutte contre l'impunité.

**M. Ronquist** (Suède) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des cinq pays nordiques : le Danemark, la Finlande, l'Islande, la Norvège, et mon pays, la Suède.

Je tiens tout d'abord à remercier la Cour pénale internationale (CPI) de la présentation de son rapport annuel à l'Organisation des Nations Unies (A/68/314). Je voudrais également remercier le juge Song, Président de la CPI, de son exposé très instructif sur les principaux points du rapport.

Les pays nordiques souhaitent exprimer leur gratitude à la Cour pour son importante contribution à la lutte contre l'impunité partout dans le monde. Il ressort clairement du rapport et de l'intervention du Président Song que la charge de travail de la Cour continue d'augmenter. Outre les huit enquêtes ou poursuites actuellement en cours, le Bureau du Procureur a poursuivi les examens préliminaires des situations en Afghanistan, en Colombie, en Géorgie, en Guinée, au Honduras, au Nigéria et en République de Corée et commencé son examen préliminaire de la situation des navires battant pavillon comorien, grec et cambodgien. Ainsi, les activités de la Cour ont une portée mondiale.

La question des victimes occupe une place prépondérante pour les pays nordiques, surtout les victimes de crimes à caractère sexuel ou sexiste, et les autres personnes vulnérables. Nous encourageons les États à alimenter le Fonds de la Cour au profit des victimes. L'augmentation des ressources du Fonds permettra aux victimes de jouir véritablement de leurs droits.

Les pays nordiques souhaitent une chaleureuse bienvenue à la Côte d'Ivoire, devenue nouvel État partie au cours de la période considérée. Il faut poursuivre et intensifier la recherche de l'adhésion universelle au Statut de Rome et sa mise en œuvre. Nous devons également souligner la nécessité, pour tous les États parties et les États non parties qui ne l'ont pas encore fait, de ratifier et d'appliquer à titre prioritaire l'Accord sur les privilèges et immunités de la Cour pénale internationale.

C'est aux États qu'incombe la responsabilité principale d'ouvrir des enquêtes et des poursuites pour les crimes relevant de la juridiction de la CPI. La CPI

est un tribunal de dernier recours. Dans un monde idéal, elle ne devrait avoir aucune affaire à juger. Nous devons cependant reconnaître que nombre d'États n'ont ni les ressources ni la capacité d'engager des poursuites pénales pour des crimes aussi complexes et à grande échelle que le génocide, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Les pays nordiques sont prêts à aider les États parties qui souhaitent renforcer leurs capacités juridiques nationales dans ce domaine.

La cause de la justice a connu un succès notoire pendant la période considérée lorsque le Congolais Bosco Ntaganda, soupçonné de crimes de guerre, est devenu la première personne faisant l'objet d'un mandat d'arrêt de la CPI à se rendre à la Cour. Il est également encourageant de noter que les États-Unis d'Amérique et le Rwanda – deux États non parties – ont coopéré avec la Cour dans cette affaire.

En dépit de ces succès, il est préoccupant de constater que le nombre de mandats d'arrêts non exécutés demeure élevé. Des progrès sont nécessaires. Il faut améliorer la coopération des États avec la Cour, y compris avec le Bureau du Procureur. Les États parties ont, au titre du Statut de Rome, l'obligation juridique de coopérer pleinement avec la Cour. En conséquence, nous exhortons tous les États parties à intensifier leurs efforts afin d'exécuter les arrêts de la Cour et de s'abstenir d'inviter ou d'accueillir des suspects qui sont sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI.

Tous les États doivent également s'acquitter de toutes les obligations que leur imposent la Charte des Nations Unies et les résolutions 1593 (2005) et 1970 (2011) du Conseil de sécurité concernant la situation au Darfour et en Libye. Le Gouvernement soudanais et toutes les autres parties au conflit au Darfour, de même que les autorités libyennes, respectivement, doivent coopérer pleinement avec la Cour et le Procureur.

Outre l'exécution des mandats d'arrêt, il existe d'autres moyens pour les États et les organisations internationales de prendre des mesures proactives qui renforcent la Cour. Les pays nordiques félicitent le Secrétaire général d'avoir publié en avril des directives très claires concernant les rapports avec les personnes faisant l'objet d'un mandat d'arrêt ou d'une citation à comparaître de la Cour pénale internationale. Ces directives prévoient que

« Le fonctionnaire des Nations Unies limitera ses rapports avec toutes personnes sous le coup d'un mandat d'arrêt de la CPI à ce qui

est strictement nécessaire pour mener toutes activités essentielles relevant du mandat de l'Organisation ». (A/67/828, *annexe*, p. 1)

Les pays Nordiques et l'Union européenne pratiquent la même politique en la matière. En faisant de notre politique relative à la CPI une partie intégrante de notre diplomatie bilatérale, nous renforçons la portée et la pertinence de la Cour.

Pour être indépendante, la Cour n'en est pas pour autant isolée. Nous sommes encouragés par la description détaillée dans le rapport des communications et des contacts multiples qui existent entre l'ONU et la CPI. Nous nous félicitons tout particulièrement du premier débat public tenu au Conseil de sécurité le 17 octobre 2012 sur la paix et la justice, et notamment sur le rôle de la Cour pénale internationale (voir S/PV.6849). Nous attendons avec intérêt un suivi périodique sur cette question, notamment sur la façon dont le Conseil peut mieux aider la Cour dans les cas de non-coopération avec cette dernière. Le Conseil de sécurité doit veiller à ce que les auteurs de violations flagrantes du droit international humanitaire et du droit des droits de l'homme soient tenus pour responsables de leurs actes.

Nous croyons que la Cour a répondu à toutes les attentes qui étaient les nôtres il y a 15 ans; elle les même peut-être dépassées lorsque nous avons adopté le Statut de Rome. La Cour est devenue l'acteur international le plus important de la lutte contre l'impunité et de la formulation du droit pénal international. Néanmoins, nous sommes bien conscients du fait que les situations et les arrêts de la Cour ont suscité un certain scepticisme, notamment de la part de plusieurs gouvernements africains qui se demandent pourquoi les huit situations actuellement examinées par la Cour concernent toutes l'Afrique. Il ne faut cependant pas oublier que, bien que les procédures actuelles de la CPI se rapportent à des situations africaines, la plupart de ces cas ont été déférés à la Cour par les États eux-mêmes. De plus, le Bureau du Procureur procède à des examens préliminaires concernant des pays de toutes les régions du monde. À ce propos, je voudrais citer les paroles prononcées par l'ancien Secrétaire général, M. Kofi Annan, dans un discours qu'il a fait au Cap ce mois-ci :

« Je tiens à rappeler que ce sont la culture de l'impunité et des individus qui sont jugés par la Cour pénale internationale, et non pas l'Afrique. »

Et, pour donner une idée juste de la façon dont la CPI est perçue en Afrique, nous devons également

reconnaître l'appui global accordé par les gouvernements, la société civile et les victimes africaines, un appui qui reste fort. À cet égard, les pays nordiques se félicitent de l'intention de la Cour d'accroître sa présence sur le terrain. À notre avis, cela est d'une importance cruciale pour signaler notre engagement auprès des victimes et notre attachement à l'exécution de la justice dans le cadre du Statut de Rome. La CPI doit être une institution visible et accessible pour les populations locales.

Les pays africains ont joué un rôle décisif dans les négociations du Statut de Rome qui ont abouti à la création de la CPI.

Aujourd'hui, le continent africain est le continent qui possède le plus grand nombre d'États parties au Statut de Rome, à savoir 34. L'attachement actuel et futur de l'Afrique à la CPI demeure essentiel au succès de la Cour au plan international, tant au regard de son efficacité que de sa légitimité.

Qu'il me soit permis d'évoquer la rédaction du Statut de Rome et la raison majeure pour laquelle la CPI a été créée. Je voudrais citer le deuxième alinéa du préambule du Statut :

« Ayant à l'esprit qu'au cours de ce siècle, des millions d'enfants, de femmes et d'hommes ont été victimes d'atrocités qui défient l'imagination et heurtent profondément la conscience humaine ».

Les victimes de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide, où qu'elles se trouvent, méritent que justice leur soit rendue. Mais nous devons faire de notre mieux pour encourager tous les États à respecter leurs obligations d'enquêter et d'engager des poursuites. La Cour pénale internationale a été créée pour prendre en charge les affaires dont les États n'avaient pas les moyens ou la volonté de s'occuper. Je suis sûr que nous aspirons tous à un monde où la CPI serait devenue obsolète. Mais dans le monde d'aujourd'hui, nous avons besoin d'une CPI efficace et indépendante qui soit entièrement soutenue par l'ensemble des États.

J'aimerais pour finir réaffirmer l'engagement des pays nordiques à demeurer de fervents partisans de la CPI. Nous sommes disposés à continuer d'œuvrer pour garantir l'efficacité, le professionnalisme, l'indépendance et l'intégrité de la Cour.

**M<sup>me</sup> Orosan** (Roumanie) (*parle en anglais*) : Je voudrais commencer mon intervention en remerciant le Président Song du neuvième rapport annuel de la Cour

pénale internationale (A/68/314), présenté à l'ONU en conformité avec l'article 6 de l'Accord régissant les relations entre l'Organisation des Nations Unies et la Cour pénale internationale. Tout d'abord, je tiens à souligner que nous souscrivons pleinement à la déclaration faite au nom de l'Union européenne.

La Roumanie continue d'appuyer fermement la Cour pénale internationale dans l'exercice de son rôle crucial en matière de promotion de l'état de droit au niveau international et de lutte contre l'impunité pour les crimes les plus graves. Nous sommes ravis que la Cour pénale internationale soit devenue aujourd'hui non seulement une communauté d'États et d'idéaux, mais également une institution pleinement opérationnelle.

Le rapport révèle les progrès enregistrés dans les procédures judiciaires, tant en qualité qu'en quantité. Nous saluons les efforts déployés par le Bureau du Procureur, et considérons le nouveau plan stratégique publié ce mois-ci comme une étape importante pour améliorer la qualité de ses enquêtes et poursuites. Dans le même temps, nous prenons acte de l'augmentation de la charge de travail de la Cour, et examinerons attentivement les propositions visant à accroître ses ressources pour répondre à ses besoins afin qu'elle soit un organe judiciaire très performant. Nous félicitons M. Von Hebel de sa nomination au poste de Greffier de la Cour, et tenons à l'assurer de l'appui de la Roumanie dans la poursuite de ses activités et de ses efforts aux fins de meilleures coordination et cohérence entre les différents organes de la Cour.

La Cour pénale internationale est fortement tributaire de la coopération de la communauté internationale. En fait, la Cour devra toujours compter sur la coopération des États, car elle ne dispose pas d'une force de police spéciale. De ce point de vue, les États doivent avoir conscience du rôle important qu'ils ont à jouer dans l'exécution des actes judiciaires internationaux, et prendre des mesures pour apporter une coopération totale et diligente à la Cour, notamment s'agissant de l'exécution des mandats d'arrêt en souffrance énumérés dans le rapport de 2013, conformément aux obligations juridiques découlant du Statut de Rome et/ou des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité.

Non seulement la non-coopération constitue une violation des obligations internationales, mais elle a aussi pour effet de saper les efforts de la Cour visant à rendre la justice et à garantir le respect de l'état de droit. Elle peut également nuire à la crédibilité de la

Cour en répondant pas aux attentes de justice des victimes. Par conséquent, le succès de la Cour dépend en grande partie des États parties, qui doivent agir avec cohérence et persévérance pour étayer les activités de la Cour et préserver son indépendance. Dans le même temps, les États parties doivent joindre leurs efforts de façon créative afin d'inciter les États tiers à coopérer. À cet égard, le dialogue entre la CPI et l'ONU doit lui aussi être renforcé.

Nous nous félicitons que la Côte d'Ivoire ait adhéré au Statut de Rome en février, devenant ainsi le 122<sup>e</sup> État partie. Nous sommes convaincus qu'il faut continuer à oeuvrer à l'adhésion universelle au Statut, et, à cet égard, nous encourageons tous les États qui ne l'ont pas encore fait à devenir parties au Statut de Rome. Nous sommes également convaincus que de renforcer la CPI en lui conférant un caractère universel constitue la démarche préventive la plus puissante, réduisant ainsi le risque d'impunité et garantissant la conformité avec les normes les plus élevées du droit international.

En tant que point de contact pour les questions concernant l'universalité du Statut de Rome, la Roumanie fait tout son possible pour aider les parties à adhérer au Statut de Rome et demeurera engagée dans cet effort, même lorsqu'elle n'exercera plus cette fonction. Tout au long de la période considérée, la Roumanie a organisé une série de manifestations à Bucarest et à New York. Des représentants du Bureau du Procureur de la CPI ont participé à la manifestation que nous avons organisée cet été à New York en collaboration avec l'Organisation internationale de la Francophonie. La dernière manifestation en date que nous avons organisée en tant que point de contact était une conférence régionale qui a eu lieu à Bucarest, le 17 octobre. La conférence était consacrée à trois domaines clefs relatifs au Statut de Rome et à la Cour pénale internationale, à savoir l'universalité, les amendements de Kampala et la question de la coopération avec la Cour pénale internationale. Le Président Song et le Président de l'Assemblée des États parties, l'Ambassadeur Intelmann, ont été des intervenants de marque à cette conférence, et je tiens à les remercier encore une fois d'avoir accepté notre invitation et à saluer leurs inlassables efforts au sein et en dehors de la CPI.

Je terminerai en réitérant le plein soutien de la Roumanie à la Cour pénale internationale et en faisant mienne la conclusion du rapport selon laquelle il faut que les États et la communauté internationale apportent un appui ferme et constant à la CPI, un appui

qui permettrait à cet organe international spécial de s'acquitter du mandat que nous lui avons confié.

**M. Pérez Pérez (Cuba) (*parle en espagnol*) :** La délégation cubaine prend note du rapport du Secrétaire général (A/68/314), et tient à exprimer une fois de plus en séance plénière son engagement à lutter contre l'impunité pour les crimes qui touchent la communauté internationale.

Ma délégation estime que la lutte contre l'impunité doit se fonder sur la création d'une juridiction pénale impartiale, non sélective, efficace, juste et complémentaire des systèmes judiciaires nationaux, véritablement indépendante et donc non assujettie à une quelconque autorité ou à certains intérêts politiques susceptibles de la corrompre. Cuba note avec préoccupation que certains faits survenus l'année passée ont mis en lumière des problèmes de manque d'autonomie de la Cour pénale internationale (CPI) compte tenu des dispositions prévues à l'article 16 du Statut de Rome et des vastes prérogatives accordées au Conseil de sécurité concernant le travail de la Cour. Outre le fait qu'elle met à mal la compétence de la Cour, cette question viole le principe de l'indépendance des organes judiciaires, ainsi que la transparence et l'impartialité de l'administration de la justice. Malheureusement, les questions y relatives n'ont pas été résolues dans le document final de la Conférence de révision du Statut de Rome qui s'est tenue à Kampala, en Ouganda, du 31 mai au 11 juin 2010. La Cour, en tant qu'organe de juridiction pénale internationale, demeure liée aux décisions d'autres instances.

La délégation cubaine réitère que la Cour pénale internationale ne doit pas passer outre aux traités internationaux et aux principes du droit international. La Cour doit respecter le principe du droit relatif au consentement d'un État à être lié par un traité, tel que prévu à l'article 11 de la Convention de Vienne sur le droit des traités. Cuba se déclare de nouveau vivement

préoccupée par le précédent créé par les décisions de la Cour d'engager des procédures judiciaires à l'encontre de ressortissants d'États qui ne sont pas parties au Statut de Rome et qui n'ont même pas reconnu sa compétence conformément à l'article 12 du Statut.

Il ne faut pas perdre de vue que la juridiction de la Cour pénale internationale doit être maintenue indépendamment des organes politiques de l'ONU et que la Cour doit toujours être complémentaire des juridictions pénales nationales.

Le peuple cubain est, depuis 50 ans, victime des formes d'agression les plus diverses. Du fait des différentes agressions dont il a fait l'objet, notre pays a subi la perte de milliers de Cubains, et des centaines de familles ont perdu leurs fils, leurs pères et leurs frères, sans compter les innombrables pertes matérielles, économiques et financières. Pour autant, la définition du crime d'agression à laquelle est parvenue la Conférence de Kampala est bien loin de considérer que certains des éléments que je viens de mentionner entre dans cette catégorie de crime.

La définition du crime d'agression doit être établie de manière générique, afin d'englober toutes les formes d'agression qui se manifestent dans les relations internationales entre les États, et ne pas se limiter à l'usage de la force armée, mais inclure également tout ce qui touche à la souveraineté, à l'intégrité territoriale et à l'indépendance politique des États. Notre pays réaffirme sa volonté de lutter contre l'impunité et renouvelle son attachement à la justice pénale internationale, aux principes de transparence, d'indépendance et d'impartialité, et à l'application sans restriction et au respect du droit international.

**La Présidente par intérim :** Nous avons entendu le dernier orateur dans le cadre du débat sur cette question pour la présente séance.

*La séance est levée à 13 heures.*